

# éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

JUIN 2024

#141

[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

D 28899 -141 - F: 7,50 €



**RÉMI LEFÈVRE,**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU FABRICANT DE VÉLOS  
*“Le haut de  
gamme n’est  
pas un marché  
de niche”*

**CHOOSE FRANCE  
ENCORE UN GROS  
MILLÉSIME POUR  
LA RÉGION P.26**

PHOTOREPORTAGE

**DANS LES COULISSES  
D’ORIGINE  
À ROUVIGNIES P.12**

→ **TCHAOMEGOT** MET LES BOUFFÉES DOUBLES P.10 → **WILLEMSE** S’ENRACINE AU PAYS DE LA TULIPE P.40 → **HERBEAU** RENOUÉ AVEC SES GÈNES P.42



***Pour faire briller notre région, la Caisse d'Épargne Hauts de France est Parrain Officiel du Relais de la Flamme Olympique de Paris 2024.***

La Caisse d'Épargne Hauts de France vous donne rendez-vous tout au long du parcours de la Flamme Olympique de Paris 2024 et chaque jour dans les villes étapes.



**CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE**



Communication à caractère publicitaire.

OLIVIER DUCUING

Directeur de la rédaction

## Équilibres

**L**e monde des affaires déteste par nature l'instabilité. Non pas par excès de conservatisme, mais parce que seul un terreau fertile et propice, dans un climat serein, permet de se projeter, d'investir dans le long terme, de parier sur l'avenir. Or depuis au moins deux ans avec l'invasion de l'Ukraine, situation aggravée par la crise au Proche-Orient depuis les massacres du 7 octobre, nous sommes entrés dans une période de fortes turbulences géopolitiques, génératrices d'inflation, de pénuries et surtout d'incertitudes.

Il se trouve que la vie démocratique des nations nous promet de très gros rendez-vous ces prochains mois, à commencer par les élections européennes dans quelques jours, mais aussi aux Etats-Unis ou encore en Inde, parmi de nombreux pays. Des moments de remise en question saine intrinsèquement quand les peuples sont appelés à s'exprimer, mais dont la conjonction sur un laps de temps court génère nombre d'interrogations, notamment sur les grands équilibres entre pays.

Or, à ce possible désalignement sinon des planètes mais des Etats, s'ajoutent désormais des perturbations fortes dans notre propre pays : le chaos récent en

Nouvelle-Calédonie après Mayotte, des signaux forts d'insécurité croissante, sur fond de finances publiques gravement déséquilibrées.

Le monde économique n'est pas un univers autonome déconnecté du reste de la société. Les entreprises ont bien tenu jusque-là, traversant sans excès de casse la crise sanitaire et même cette crise internationale. Elles sont aujourd'hui sans aucun doute (avec Bercy) le pilier le plus solide et résilient de notre pays, mais elles ont aussi un impérieux besoin de stabilité et de visibilité pour assurer leur prospérité et partant, celle du pays.

Gageons que nos dirigeants sauront entendre cette ardente urgence de préserver ou de rétablir les équilibres nécessaires au vivre ensemble et surtout au projeter ensemble. Les prochains Jeux Olympiques aideront sans doute à retrouver cette foi dans notre pays et dans l'avenir, et à relancer un élan collectif dont la société française a besoin et envie.



Photo ©GregLeduc

## sommaire

### TENDANCES 4-11

- Top : Grain de Malice à contre-cycle
- Recyclage des mégots : TchaoMegot met les bouffées doubles

### GRAND ANGLE 12-19

- Photoreportage : dans les coulisses d'Origine
- Interview de Claire Rossi, directrice de l'Université Technologique de Compiègne : « *Nous apportons notre force de frappe en région !* »

### TERRITOIRES 22-38

- La région garde sa force d'attraction
- Choose France : encore un gros millésime pour la région
- Rabot-Dutilleul glisse sur la crise immobilière
- Ecofrost investit 225 M€ dans les pommes de terre picardes

### ENTREPRENDRE 39-42

- Willemse s'enracine au pays de la tulipe
- Herbeau renoue avec ses gènes

### DÉTENTE 46-48

- Concerts vintage à Rétro C Top
- Luxe, calme et belle gastronomie au Rosae de Mouscron

## À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

# éco

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€  
Siret 528 819 485 00038  
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo  
300 rue de Lille -  
59520 Marquette-lez-Lille  
Tél. : 03 55 33 21 05 / [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Olivier Verley  
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION  
Olivier Ducuing  
RÉDACTEUR EN CHEF  
Yann Suty

JOURNALISTE  
Julie Kiavué  
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO  
Anne Henry-Castelbou  
Didier Nicolas  
François Prillieux  
DIRECTEUR ARTISTIQUE  
Grégory Leduc

PUBLICITÉ  
Rossel Conseil Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
[contact@rosselconseilmedias.fr](mailto:contact@rosselconseilmedias.fr)

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR  
Imprimerie Jean-Bernard  
Groupe Techniphoto  
ZAC de Rovennes les Francs  
Rue d'Amsterdam  
59910 Bondueux

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution



## APRÈS LES TROPHÉES, LES MÉDAILLES

Après avoir repris la société Trophées des Vainqueurs l'an dernier, Thierry Verspieren s'adjuge cette fois le numéro un français des médailles sportives, Les Créations Sportives Françaises. Cette société, parisienne, réalise un chiffre d'affaires de 1,3 M€.

## Cessions- acquisitions en baisse

Le panorama annuel d'In Extenso montre un recul marqué des cessions-acquisitions en Hauts-de-France l'an dernier. Elles se replient de 14%, contre une baisse moyenne de 11% en France entière. On relèvera que c'est le segment des entreprises de 15 à 50 M€ qui connaît le plus fort recul (-36%). Avec 14 transactions, le secteur des services aux entreprises et aux particuliers se révèle le plus dynamique. Au total, In Extenso recense 64 opérations réalisées en 2023. Ce qui positionne la région au 5e rang français en nombre de dossiers. Le profil type de l'acquéreur d'entreprise l'an dernier est une société francilienne non cotée. 27% des opérations sont le fait de fonds d'investissement.



## MEILLEUR AUTODIDACTE FRANÇAIS

Déjà lauréat des Victoires des autodidactes des Hauts-de-France en décembre à la CCI Grand Lille, sous l'égide des Places Tertiaires, Jean-François Charpentier s'est vu décerner le prix national de l'événement organisé par la Harvard Business School. Jean-François Charpentier dirige le groupe Biolabo, fabricant de réactifs et d'analyseurs, dont le siège est à Maizy, dans l'Aisne.

## Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUS SUR NOTRE SITE [ECO121.FR](http://ECO121.FR)

- 1 **Rabot-Dutilleul glisse sur la crise immobilière**
- 2 Alexandre Rigal, nouveau directeur général de Junia
- 3 Jean Boutoille prend de nouvelles responsabilités au Crédit Agricole Nord de France
- 4 Adrien Noppe, nouveau directeur infrastructures et grands projets à la CCI
- 5 Finaxim veut évangéliser les Hauts-de-France sur les cadres à temps partagé

# 8 000

Le nombre d'emplois à pourvoir dans l'industrie régionale du tourisme en 2024, selon l'UMIH (Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie).



## ANDRÉ DUPON MISSIONNÉ PAR LA RÉGION

L'emblématique président de Vitamine T, l'un des plus gros acteurs français de l'insertion, se voit confier par le conseil régional une mission pour doper l'économie circulaire. Cette mission, bénévole, vise d'abord à établir un diagnostic des initiatives et activités existantes, puis de « mettre en place un plan opérationnel permettant de créer davantage d'activité économique dans cette filière d'avenir ».

## GRAND'PLACE... DES ARTS ?

L'idée circule dans les milieux économiques de pousser à une articulation forte des trois équipements culturels majeurs du cœur de Lille, l'ONL, l'Opéra et le Théâtre du Nord. Des établissements aux moyens cumulés très significatifs et qui pourraient être un outil de rayonnement plus importants de la métropole. Un sujet pour un prochain Comité Grand Lille ?



d'  
**INNOVER**  
à  
**ACCÉLÉRER SA CROISSANCE**

**BANQUE DE RÉFÉRENCE DES ENTREPRISES INNOVANTES  
AVEC SA FILIÈRE NEXTINNOV**

**1<sup>er</sup> réseau d'accompagnement des entreprises innovantes  
100 centres innovation labellisés partout en France**

**BANQUE  
POPULAIRE** 

la réussite est en vous

LE  
TOPGRAIN DE MALICE  
À CONTRE-CYCLE

Alors que le prêt-à-porter, notamment féminin fait toujours grise mine (-1,5% en 2023 en France), l'ex-enseigne de l'AFM poursuit une insolente croissance avec son nouvel actionariat, sous la houlette de Jean-Christophe Garbino. Elle a terminé l'année 2023 avec 215 magasins, contre 157 cinq ans plus tôt. Le chiffre d'affaires a atteint 127 M€ porté aussi bien par les boutiques que par le digital. Grain de Malice affiche un gain de 9 places sur le marché des femmes de 35 ans et lors des six derniers mois. Une performance nourrie principalement par le mode de l'affiliation. Cette trajectoire se poursuit en 2024 avec une progression de 11% au premier trimestre, dont une poussée de 35% sur le web. L'enseigne affiche aussi une rentabilité solide, avec un Ebitda le plus élevé de son histoire, 15% au-dessus de ses objectifs.

On relèvera aussi le carton de Grain de Malice avec sa collection co-crée avec l'animatrice télé Faustine Bollaert, dont 80% des pièces ont été écoulées en quinze jours.



“MERCİ POUR UN “RER”  
LITTORAL !... MAIS ON MONTE  
QUAND DEDANS ?”

l'apostrophe de  
**l'association  
MétrOpale**

aux pouvoirs publics suite à l'appel  
de Xavier Bertrand à l'Etat  
de plancher sur un SERM (Service  
express régional métropolitain)  
élargi au littoral.

LE  
FLOPNARCOTRAFIC :  
DUNKERQUE AUSSI

Voilà une ombre sérieuse à l'heure des méga-projets industriels qui se multiplient dans le troisième port français. Une commission d'enquête sénatoriale multipartisane sur le développement du narcotrafic en France



a montré que la voie maritime était désormais la première porte d'entrée de la cocaïne. Un « tsunami blanc » alimenté jusque-là surtout par le port du Havre mais qui concerne désormais aussi Dunkerque, « de plus en plus visé par les organisations criminelles et quasiment considéré comme un port principal au regard de sa localisation et des risques qui pèsent sur son détournement ». Auditionnée par la commission, la procureure spécialisée auprès du tribunal judiciaire de Lille Virginie Girard a notamment jugé que le port nordiste constituait « un angle mort et un sujet de préoccupation absolument majeur ». Elle a estimé que la faiblesse des saisies par rapport à la réalité des flux de cocaïne « interroge(ait) sur l'existence de compromissions de haut niveau ».



“OSEZ ENTREPRENDRE, SI VOUS  
NE LE FAITES PAS, PERSONNE  
NE LE FERA À VOTRE PLACE”

**Philippe  
Beauchamps,**

à de jeunes entrepreneurs, lors de  
l'événement Dreamakers au Btwin  
Village de Lille, le 21 mai.

"AUJOURD'HUI, E-VALLEY  
N'EST PAS RENTABLE, MAIS À TERME,  
LE PROJET LE SERA"

**David Taïeb**

fondateur de l'immense parc logistique sur l'ancienne  
base aérienne 103 de Cambrai, dans la Voix  
du Nord du 20 mai.



"ON N'A JAMAIS VU ÇA. ON EST À DEUX FOIS  
MOINS QUE L'ANNÉE COVID, COMMENT  
VA-T-ON LOGER LES FRANÇAIS ?"

Le cri du cœur sur le plateau de BFM Business  
de **Pascal Boulanger**,  
président de la Fédération des promoteurs immobiliers  
de France.



"JE SENS DEPUIS QUE JE SUIS  
ARRIVÉ IL Y A QUELQUES  
SEMAINES, QU'ICI IL EXISTE UN  
VRAI ALIGNEMENT STRATÉGIQUE  
DE LA PUISSANCE PUBLIQUE"

**Frédéric Loiseau**

nouveau sous-préfet de Dunkerque, lors  
de l'annonce du projet majeur de Danone  
à Steenvorde (lire p 29).

"AUJOURD'HUI QUAND ON ACHÈTE UNE BIÈRE,  
ON ACHÈTE ESSENTIELLEMENT DU VERRE !"

Le constat

de **Julien Macrelle**,

délégué régional du Syndicat National des Brasseries Indépendantes (SNBI),  
face à l'inflation des matières premières qui pourrait conduire à la fermeture  
de 10% des petites et moyennes brasseries.

**5 JUIN** : Soirée Invest'Innove  
17h30, siège de la Banque  
du Nord

**6 JUIN** : Rencontres  
Entreprises et Territoires,  
10h-16h, Espace Parisot,  
Soissons

**11 JUIN** : 3ème édition de la  
journée « Du Biosourcé et  
Géosourcé pour le bâtiment  
en Hauts-de-France », à 9h,  
à l'Institut de recherche  
FRD-CODEM d'Amiens.

**13 JUIN** : Le Data Forum du  
Club Tactic de l'Artois sur  
l'avenir de la donnée et de  
l'intelligence artificielle,  
8h30-17h30, Université des  
Compagnons Hauts-de-  
France, Arras.

**14 JUIN** : Panorama « France  
Healthtech 2023 » de  
France Biotech et Atelier  
sur les enjeux du big data  
en santé. A la Caisse  
d'Épargne Hauts-de-  
France, Lille.

**JUSQU'AU 14 JUILLET** : Candidature  
pour la 23ème édition du  
Concours Talents des Cités.

**10-12 SEPTEMBRE** : La 25ème  
édition des Assises  
européennes de la  
transition énergétiques,  
Kursaal de Dunkerque.

## CRÉDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE

**Laura Belluzzo** est la nouvelle directrice générale du Crédit



Agricole Brie Picardie. Elle succède à Guillaume Rousseau, qui dirigeait depuis 2014 la Caisse

regroupant la Somme, l'Oise et la Seine-et-Marne. Cette EDHEC a commencé sa carrière en 1996 comme inspectrice à l'inspection générale du Groupe Banques Populaires. C'est en 2000 qu'elle entre au Crédit Agricole, où elle occupe différents postes. En 2013, elle devient la directrice stratégie et développement de Crédit Agricole S.A. Avant de diriger le Crédit Agricole Brie Picardie, elle a été pendant quatre ans à la tête de Crédit Agricole Technologies et Services.

## OVHcloud

OVHcloud, le leader européen du cloud, fait de **Benjamin**

**Revcolevschi** son nouveau directeur général adjoint. Il dirige l'ensemble des opérations en France et à l'international. Diplômé de l'École



Polytechnique, de Télécom-Paris et de l'Université Paris-Dauphine, Benjamin Revcolevschi a une expérience

de plus de vingt ans dans les télécommunications et l'informatique. Après un début de carrière au Boston Consulting Group, il occupe des postes de direction opérationnelle et business chez Neuf Cegetel/SFR avant de prendre la direction générale de Fujitsu en France. Son dernier poste était celui de directeur général France et Benelux de DXC Technology, spécialiste des services informatiques.

## MUSÉE LA PISCINE

La Ville de Roubaix a annoncé la nomination d'**Hélène Duret** à la direction de La Piscine, le musée d'art et d'industrie André



Diligent. Elle prendra ses fonctions le 1er septembre 2024, en remplacement de Bruno Gaudichon qui a

piloté l'établissement pendant 35 ans. Cette Franco-autrichienne est une ancienne élève de l'Institut National du Patrimoine, de l'École Normale

Supérieure. Elle est spécialiste de l'art des XIXe, XXe et XXIe siècles avec un intérêt prononcé pour les avant-gardes allemandes. Elle s'est notamment formée au Bymuseet de Bergen en Norvège, à la Berlinische Galerie de Berlin, et au Léopold Muséum de Vienne. Elle a aussi travaillé au Musée du Louvre et au LaM. Depuis 2020, Hélène Duret est la directrice-adjointe au musée des Beaux-Arts de Valenciennes, où elle a contribué à porter un projet de rénovation et repositionnement de l'établissement.

## CENTRALE LILLE

L'établissement public d'enseignement supérieur



recrute **Cindy Ducamp** au poste de directrice de la communication, et Anne-Catherine

Plaetevoet en tant que DRH. Ces deux nominations interviennent dans le cadre de la constitution de la nouvelle équipe dirigeante autour de Thomas Maurer, le directeur depuis juillet 2023. Diplômée d'un Master communication d'entreprise de l'ISTC Lille (2005), Cindy Ducamp, 41 ans, a débuté sa carrière en tant que responsable promotion et communication de l'ISTC. En 2015, elle a rejoint Yncréa Hauts-de-France comme responsable du service communication, avant de devenir directrice de la communication et membre du comité exécutif de Junia (ex Yncréa Hauts-de-France) en 2022.

## Anne-Catherine Plaetevoet



est, elle, diplômée d'un DESS de psychologie du travail de l'Université de Lille III. Elle a débuté sa carrière

comme psychologue du travail avant d'occuper des fonctions de responsable recrutement chez Atos Worldline (2006-2009) et Camaïeu (2010-2013). Elle a ensuite été DRH du Groupe Ramsay Santé (2014-2021), puis de Floralys (2021-2024). Elle a en outre fondé deux cabinets conseil en RH : Jivaro Conseil (1995-1996) et Prep & Win (2013-2014).

## PORTRAIT EXPRESS

JUNIA

## Alexandre Rigal

Un expert des relations entre l'enseignement supérieur, les institutions et le monde économique à la tête de l'école d'ingénieurs.



Junia, l'école d'ingénieurs rattachée l'Université catholique de Lille, a nommé Alexandre Rigal, 45 ans, comme directeur général. Il aura notamment pour mission « d'en faire la grande école des « transitions » (écologique, énergétique). Diplômé de Sciences Po Lille avec un Master en Études Stratégiques Européennes, il a débuté sa carrière en 2004 à la Conférence des Directeurs des Écoles Françaises d'Ingénieurs (CDEFI). En 2012, il rejoint l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers, où il exerce

plusieurs fonctions jusqu'à devenir directeur général adjoint. A partir de 2020, il est le directeur du développement de Bpifrance où il dirige le réseau « Excellence », réunissant les 5 000 PME et ETI les plus performantes de France. Il contribue au développement des relations entre le monde des entreprises et les établissements d'enseignement supérieur de recherche. Depuis décembre 2022, Alexandre Rigal préside le conseil d'administration de Supmicrotech-ENSMM, l'école d'ingénieurs de Besançon.

## UTC

**Frédéric Desprès** devient



directeur général des services de l'Université de Technologie de Compiègne, pour quatre ans.

Il succède à Jean Piéri, qui a fait valoir ses droits à la retraite. Diplômé de Lille 2, c'est au rectorat de Lille que Frédéric Desprès débute sa carrière, au service juridique et contentieux. En 1999, il prend la responsabilité des services des affaires juridiques et formation-concours de l'université de Valenciennes et du Hainaut-

Cambrésis (UVHC). Il en devient secrétaire adjoint en 2002, fonctions qu'il conserve à l'École centrale de Lille, puis à Lille 3 et enfin en 2017 à l'INSA Lyon. Il devient ensuite commissaire paritaire national représentant l'administration pour le corps des ingénieurs d'études, puis depuis 2023 pour les corps de catégorie A ITRF. Frédéric Desprès est aussi vice-président de l'association des DGS.

## TOTALENERGIES

**Anne-Hélène Martin**, 41 ans, est nommée cheffe de projets méthanisation TotalEnergies Biogaz France pour les



départements de l'Aisne, l'Oise et la Somme. Ingénieure UniLaSalle de formation, elle a débuté sa



carrière en 2003 chez Jean Caby avant de rejoindre en 2007 le bureau d'études et de conseil en environnement

Setec Energie Environnement. A partir de 2011, elle est cheffe de projet chez Agroé, Pôle d'Excellence Agroalimentaire du Nord-Pas de Calais, puis elle rejoint en 2018 la Chambre d'Agriculture du Nord-Pas de Calais.



De son côté, **Raphaël Susana**, 26 ans, devient chef de projets méthanisation Hauts-de-France, pour le Nord Pas-de-

Calais. Ce diplômé d'ingénieur génie biologique et agro-alimentaire à Polytech Lille a débuté sa carrière en 2020 chez le semencier Saaten Union France, avant d'intégrer le constructeur d'unités de méthanisation agricoles AgriKomp. Après une expérience chez Storengy (filiale stockage gaz d'Engie), il rejoint TotalEnergies en 2023, comme chargé du développement de projets de biométhanisation en Espagne.

## TRANSDEV HAUTS-DE-FRANCE ET GRAND EST



**Laurent Mahieu** est nommé à la tête de la direction régionale Hauts-de-France et Grand Est de Transdev.

Il succède à Vincent

Destot, qui va prendre de nouvelles responsabilités à l'international chez l'opérateur de mobilité. Diplômé de Sciences Po Paris et de la faculté de Lille, il a débuté sa carrière dans les années 2000 au sein des services RH de Bosal France puis des 3 Brasseurs. En 2010, il rejoint le réseau Transvilles de Valenciennes en tant que RRH. Il devient ensuite directeur de projet DK'BUS, puis directeur général du réseau (2015), et directeur du territoire Côte d'Opale (2021). Il a notamment accompagné la profonde mutation du réseau de la communauté urbaine de Dunkerque.

## ENEDIS PAS-DE-CALAIS

**Gilles Marion** succède à Jérôme Markiewicz à la direction territoriale d'Enedis Pas-de-Calais.

## ROSSEL LA VOIX

### Olivier De Raeymaeker

L'actuel directeur général du pôle Le Soir sera le nouveau directeur général du Groupe Rossel La Voix, à partir du 1er juillet.

Passage de témoin à la tête du Groupe Rossel La Voix, avec un transfert de la Belgique vers la France. Olivier De Raeymaeker, l'actuel directeur général du pôle Le Soir, a été nommé directeur général du Groupe Rossel La Voix, la société faîtière des activités du groupe en France. Il succédera à Michel Nozière le 1er juillet. Olivier De Raeymaeker rejoint aussi le comité exécutif et aura pour mission de poursuivre la

transformation et la digitalisation des métiers du groupe. Le conseil d'administration sera toujours présidé par Michel Nozière afin de faciliter la transition.

Après un diplôme d'ingénieur de gestion de la Solvay Business School of Brussels, Olivier De Raeymaeker a débuté sa carrière en France en tant que consultant en stratégie pendant cinq ans. Il a ensuite rejoint le secteur des télécoms,

au sein du groupe Alcatel puis de l'opérateur mobile Base Company. C'est en 2016 qu'il est entré au sein du groupe Rossel comme directeur général adjoint du Soir. Il en est devenu le directeur général en 2017. Il a ensuite progressivement intégré dans son périmètre d'autres entités comme Netevents, Références, le Soir mag, Metro ou encore le Grenz Echo.



©Pierre-Yves Thiépont

Ce Breton, ingénieur ISITEM et



diplômé de l'IAE Paris-Sorbonne Business School, a mené toute sa carrière au sein du groupe EDF, qu'il a intégré en 1993. Il y a été notamment chargé de mission auprès du médiateur d'EDF. Ce passionné de la mer rejoint Enedis en 2016 comme chargé de mission en ingénierie territoriale avant de devenir délégué territorial pour la Seine Saint Denis en 2018, son dernier poste.

## MEL

**Benjamin Hus** deviendra le directeur général des services (DGS) de la Métropole Européenne de Lille, à partir du 1er juillet. Il succède à Marc



Pons de Vincent comme « chef d'orchestre » de l'administration métropolitaine, afin de mettre en œuvre le projet du mandat. Directeur général des services (DGS) du département du Nord depuis septembre 2018, ce natif de Roubaix a notamment effectué ses études à Sciences Po Lille,

avant d'intégrer l'Institut régional d'administration (IRA) de Lille.

## DÉPARTEMENT DU NORD

Le 1er juillet, **Sophie**



**Blanquart** succédera à Benjamin Hus en tant que directrice générale des services du

Département du Nord. Diplômée de l'IAE de Lille, elle a été directrice adjointe puis directrice des finances et du contrôle de gestion du Département du Nord entre 2010 et 2015, avant de devenir directrice générale déléguée aux affaires financières à l'Université de Lille. Depuis novembre 2021, elle était directrice générale adjointe en charge des partenaires et des ressources au Département du Nord.

## VILLAGE BY CA



**Franck Biehler** prend la tête du Village by CA Nord de France. Il succède à Sergio Cocco qui,

de son côté, devient directeur de la transformation et de l'organisation de la caisse régionale. Diplômé d'un master en vente-marketing de l'EM Strasbourg, complété d'un MBA à l'université du Wyoming, il a aussi un certificat d'accompagnateur de start up et de projets d'intrapreneuriat de Paris Dauphine. Franck Biehler connaît bien l'écosystème pour avoir déjà rejoint le Village by CA en 2017 comme start up manager. Il occupait dernièrement les fonctions de chargé d'affaires grandes entreprises à la caisse régionale.

## CHAMBRE DES NOTAIRES

**Marie-Hélène Deheul-**



**Milhem**, 55 ans, notaire associée à Hesdin, est élue présidente pour deux ans de la chambre des notaires du

Nord-Pas-de-Calais. Cet établissement d'utilité publique réunit 865 notaires au sein de 346 offices, employant plus de 2 300 collaborateurs.



**S**us aux mégots ! La startup isarienne TchaoMegot, qui s'est spécialisée dans le recyclage des mégots, vient de lever 3,6 M€ auprès de la Banque Populaire Rives Croissance. Cet apport financier lui permettra de monter en régime et de doubler ses effectifs à courte échéance : elle prévoit d'atteindre une cinquantaine d'emplois d'ici à la fin de l'année contre 26 actuellement, tous les postes étant concernés (commercial, technique, ingénierie, logistique). Ces nouveaux moyens serviront également à se doter d'une machine de dépollution des mégots collectés, à partir desquels la start up tire des matières premières isolantes et sans odeur pour la maison et le rembourrage textile (dans les doudounes par exemple). « Elle sera mise en service au mois d'octobre et permettra de passer à l'échelle industrielle », explique Emeline Lacomble, la chargée de communication. Un vrai changement d'échelle puisque l'entreprise dépolluera 300 tonnes de mégots par an contre 10 aujourd'hui. L'investissement reste confidentiel.

LES CENDRIERS TCHAOMEGOT SONT DÉSORMAIS PRÉSENTS AU PALAIS DE L'ÉLYSÉE

Dans les cinq prochaines années, TchaoMegot compte ouvrir trois nouvelles usines, en plus de celle de son siège de Bresles, près de Beauvais. « Nous visons les quatre coins cardinaux de la France. Comme nous avons déjà une usine dans le Nord, nous nous implanterons dans l'Est, l'Ouest et le Sud. » Avant d'envisager l'international. En limitant les transports, ces implantations permettront de réduire le coût du traitement et la pollution. Autant de projets qui doivent doper les ventes. TchaoMegot devrait doubler son chiffre d'affaires cette année, à 3,2 M€ (vs 1,6 M€ en 2023, réalisé pour moitié dans les Hauts-de-France).

#### L'ÉLYSÉE, UN NOUVEAU CLIENT PRESTIGIEUX

Créée en 2020 par Julien Paque, la start up a mis au point un procédé d'extraction des substances toxiques des mégots de cigarettes (celles qui noircissent le filtre), pour en tirer un isolant thermique. Un procédé sans eau ni solvant toxique. Labellisée Greentech Innovation par le ministère de l'Écologie et lauréate 2023 de BPI France, l'entreprise collecte les mégots dans les

entreprises et les collectivités. Elle leur vend des cendriers qui, une fois pleins, sont vidés dans des sacs de collecte puis récupérés par les équipes de TchaoMegot. A date, la start up a déployé 5 300 cendriers pour 1 800 clients, parmi lesquels, depuis début mai, le Palais de l'Élysée. Les cendriers, à l'esthétique soignée avec un mobilier *ad hoc*, ont ainsi accompagné le récent sommet Choise France au château de Versailles ■ Y.S



## Les fondateurs d'InBrain Pharma en finale



Les chercheurs David Devos et Caroline Moreau, co-fondateurs de la biopharma lilloise spécialiste de la maladie de Parkinson, sont désormais en finale pour le Prix de l'inventeur européen 2024, piloté par l'Office Européen des Brevets. Ils ont été distingués en catégorie « Recherche » parmi 558 innovations sur le Vieux Continent. Le palmarès sera annoncé à Malte le 9 juillet. A noter que le prix du public, ouvert au vote en ligne, permet de soutenir la candidature d'InBrain Pharma.

## HCS Pharma disparaît

Comme on pouvait le craindre (Eco121 n° 140), la biotech lilloise HCS Pharma met la clé sous la porte. Le tribunal de commerce de Lille Métropole s'est résolu à convertir son redressement judiciaire en liquidation, faute de solution. Bercy s'était opposé à l'arrivée d'investisseurs chinois au tour de table de cette société de Loos, dépositaire d'une technologie très innovante permettant de reconstituer des mini-organes en 3D, offrant entre autres une alternative aux essais *in vivo* sur l'animal. Les 16 salariés seront licenciés.

## Le million pour Diag n'Grow

La start up lilloise a levé 1 M€ auprès de Scale Up Capital. Cette opération lui permettra de déployer ses solutions logicielles auprès d'entreprises pour les aider à valoriser leurs actifs immatériels en mettant l'accent sur les brevets, les marques et les logiciels. « Chez Diag n'Grow, notre mission est de révéler la valeur cachée des entreprises en



évaluant leurs actifs immatériels avec précision et transparence », explique Laurence Joly, la cofondatrice en 2021 avec Pierre Galermeaude.

## Hemerion parmi les 100 start up où investir

La biotech lilloise Hemerion se distingue dans le classement annuel du magazine



Challenges sur « les 100 start up où investir ». L'entreprise de Maximilien Vermandel, créée en 2020, figure parmi 15 medtech et biotech retenues. Hemerion développe, déjà au stade clinique, une nouvelle voie thérapeutique combinatoire (médicament et laser) contre les tumeurs cérébrales et le glioblastome, le pire cancer du cerveau.

## Barbecues médiatiques

La société Start'N'Grill, créée en début d'année et spécialisée dans les barbecues innovants à allumage automatique, a connu une flambée suite à son passage dans l'émission « qui veut être mon associé ? » sur M6. Non seulement le créateur de la start up Mathieu Spriet a trouvé un investisseur mais il a enregistré dans le même temps pas moins de 3 000 commandes.



# Save the date !



## 15 bougies pour Euratech

Le 27 juin

L'incubateur Euratechnologies présente son bilan de 15 ans d'existence. Ce sera aussi l'occasion d'inaugurer l'exposition « De la filature à la cité de la tech ».

# Dans les coulisses d'Origine



TEXTES Olivier Ducuing PHOTOS Sophie Stalnikiewicz

**E**co121 vous emmène ce mois-ci dans une véritable cathédrale dédiée à la petite reine premium. Origine Cycles est une entreprise en pleine ascension qui vient d'investir lourdement dans une usine dernier cri, en périphérie de Valenciennes, pour y produire des vélos de très haute volée. Avec 100 emplois de plus prévus d'ici 2027. Visite.

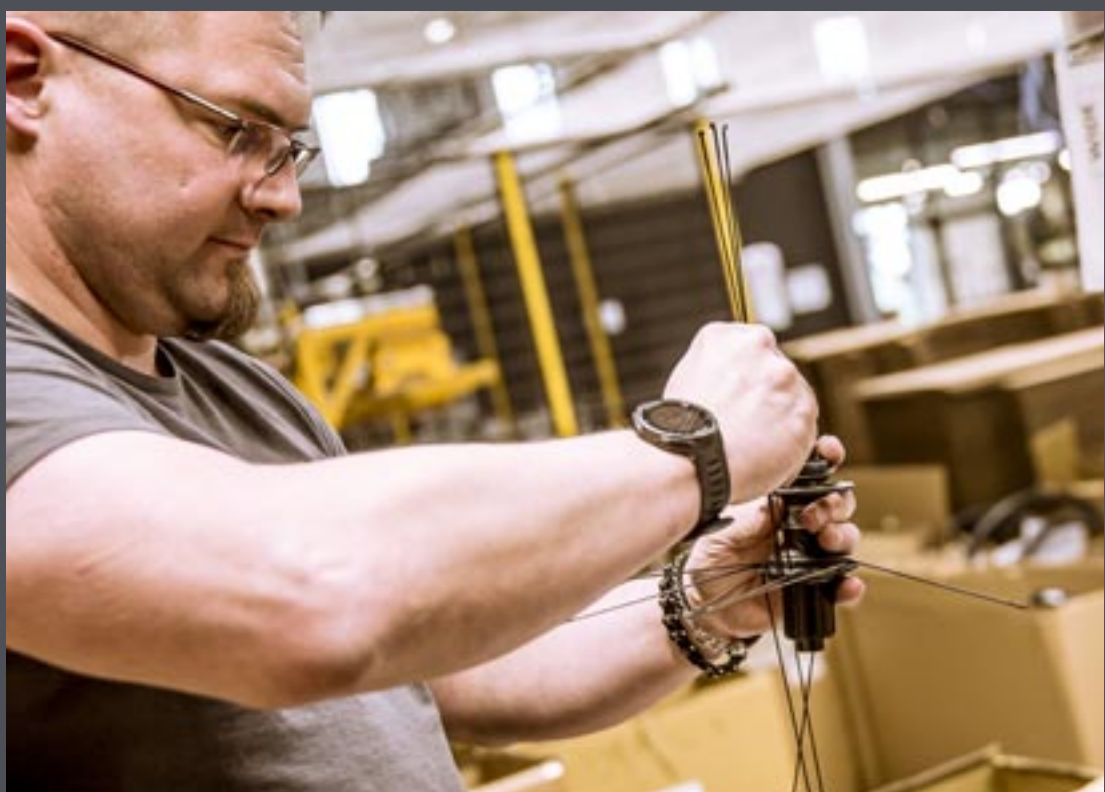




Ce qui frappe le visiteur est d'abord l'espace immense de ce site entièrement dédié aux vélos. Pas n'importe lesquels, puisque les engins qui sortent d'ici sont plus proches de la F1 ou des multicoques de course, mais à des prix encore accessibles, de 1 000 à 9 000 €. L'usine, ouverte en décembre 2023, s'étend sur 7 500 m<sup>2</sup>, un vrai saut pour la société même si son dernier site industriel, à Somain, se déployait déjà sur 2 200 m<sup>2</sup>. L'investissement - bâtiment et équipements - a atteint 11 M€.



Les vélos Origine sont à 90% en carbone, complétés d'un peu d'aluminium, permettant de sortir des cadres qui ne dépassent pas 850 grammes et qu'on peut soulever avec un simple doigt. Un vélo de route peut peser 7 kilos. « *Mais on sait faire à 5,6 kg* », sourit Rémi Lefevre, le directeur. Les moules sont quant à eux basés à Taïwan, où ils sont réalisés sur les prescriptions du Nordiste.



Le bureau d'études conçoit les vélos de façon régulière, mais « *sans céder au diktat de la collection. On sort les vélos quand ils sont prêts !* », lance le dirigeant. Un nouveau cadre carbone peut prendre jusqu'à 18 mois de travail pour toute une équipe. C'est le même bureau d'études maison (qui représente 10% de la masse salariale) qui conçoit ses propres roues. Il possède son laboratoire où les pièces sont testées, notamment avec de multiples machines de stress.



#### ORIGINE EN BREF

- Siège : Rouvignies
- Associés : Yves Amiel (président) et Rémi Lefèvre (DG)
- Chiffre d'affaires 2023 : 19,8 M€
- Dont 10% à l'export
- Effectif : 100 personnes
- Part de marché estimée en France : 6% du haut de gamme



L'une des grandes originalités de l'entreprise est de proposer une application capable de configurer entièrement à la carte son vélo, mais sans laisser le client perdu devant la multiplicité des références. Un système ouvertement inspiré du modèle automobile. « *Un vélo requiert une adaptation morphologique parfaite, l'accompagnement est extrêmement important* », souligne Rémi Lefèvre. C'est tellement vrai que 20% des clients viennent sur place échanger avec un conseiller technique, mais ils sont encore plus nombreux à suivre des rendez-vous à distance avec un conseiller.





### Comment est née l'aventure Origine Cycles ?

J'étais étudiant, passionné de vélo. Mais c'est un sport très élitiste et pour financer ma pratique, j'ai commencé par vendre des pièces de vélo sur Internet. Un industriel du cycle en région, Yves Amiel, m'a contacté pour me proposer de monter une entreprise. J'étais convaincu que c'était possible dans le haut de gamme, à condition de retrouver le niveau de service des « vélocistes » d'antan, qui vous concevaient un vélo à la carte. Il y a dix ans, le marché était très fragmenté. Et j'ai débuté dans le garage de mes parents pendant 18 mois, avant de prendre de nouveaux locaux, à Somain. Ils étaient surdimensionnés à l'époque : on recherchait 1 000 m<sup>2</sup>, on a pris 2 200 m<sup>2</sup>. Mais finalement, on s'est retrouvés à l'étroit ! Depuis décembre 2023, nous avons donc notre nouvelle unité de 7 500 m<sup>2</sup> et nous avons 36 000 m<sup>2</sup> de réserve. On est au bord de l'A2, avec une visibilité incroyable, dans une agglo très dynamique.

### Quel est l'investissement ?

Nous avons investi 11 M€, à la fois dans le bâtiment et dans les équipements. C'est construit pour recevoir une extension future. C'est une nouvelle étape, on se rôde.

### Votre segment du haut de gamme est-il suffisant pour justifier un tel pari industriel ?

Le haut de gamme n'est pas un marché de niche. Le vélo est un milieu de passion. On investit sur des éléments cachés, des pièces invisibles, des roulements, la qualité de la gaine, on surinvestit dans des niveaux de drapage supérieurs pour obtenir l'effet « waouh ».

### Comment arrivez-vous à rester placés en prix malgré ce niveau d'exigence ?

Nous pratiquons la vente directe, et notre communication est dans le produit et non dans le packaging. On ne sponsorise aucune équipe, ce qui requiert un ticket d'entrée



## RÉMI LEFÈVRE, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ORIGINE

# « Je passe ma vie à recruter ! »

Rémi Lefèvre, le dynamique directeur général de l'entreprise du Valenciennois, décrit son modèle économique atypique qui lui permet d'afficher de grosses ambitions commerciales avec ses vélos haut de gamme produits dans l'Hexagone, près de Valenciennes.

minimal de 1,5 M€. Et au final, c'est le client qui paie. On fait trois métiers, le développement, la production et la distribution : on maîtrise la chaîne de valeur dans sa globalité. Notre business model est hyper disruptif. Il n'y a pas de série, chaque vélo est unique. On n'a que de la matière première en stock (pour 8 M€), pas de produit. A lui tout seul, notre site de stockage est plus grand que notre ancienne usine avec ses bureaux.

### Comment voyez-vous Origine d'ici quelques années ?

Notre business plan prévoit un chiffre d'affaires de 88 M€ en 2027, contre 19,8 M€ en 2023. On y arrivera en élargissant la gamme, par exemple vers le vélo électrique, une gamme kids complète et à travers l'export. Nous sommes 100 personnes aujourd'hui, nous devrions être plus de 200 à horizon 2027. Je passe ma vie à recruter ! Avec un critère d'embauche revendiqué, aimer le vélo ! ■

RECUEILLI PAR Olivier Ducuing

**L'UTC est une pépite de l'enseignement supérieur régional. Un établissement au fort potentiel d'innovation, de recherche et de liens avec le monde économique, mais que la fusion des régions a excentré au sud de la grande région. Sa directrice Claire Rossi récusé tout tropisme parisien et décode les clés de sa stratégie.**

#### Comment se positionne l'UTC dans l'univers de l'enseignement supérieur régional ?

L'UTC est un modèle un peu particulier, créée en 1972 avec le double statut d'école d'ingénieurs et d'université. Nous diplômons des licences professionnelles, des bachelors, des ingénieurs, des masters et des docteurs. Notre modèle de formation est très adossé à la recherche, comme le montre le fait que plus de 93% de nos enseignants sont enseignants-chercheurs. Leurs enseignements intègrent constamment les avancées de la recherche.

#### Qu'est-ce que la pédagogie inversée dont vous vous prévaluez ?

Notre pédagogie est modulaire. Nos 4 400 étudiants ont accès à plus de 300 modules d'enseignement avec un dispositif d'accompagnement spécifique pour les guider dans la construction de leur parcours et pour leur permettre de développer des *soft skills* importantes. Le modèle fait qu'il n'y a pas d'effet promotion, les étudiants intègrent des nouveaux groupes en permanence. Cela amène à savoir s'adapter régulièrement et travailler facilement dans différents environnements. La gestion du changement, la recherche d'information face à un problème, c'est l'une des caractéristiques fortes de l'étudiant UTC, d'ailleurs soulignée par le monde professionnel.

Nous disposons de beaucoup de formats pédagogiques différents, les formats classiques mais aussi le « learning by doing », l'apprentissage par projet concret, dans les laboratoires de recherche, les plateformes technologiques, souvent en lien avec les entreprises. Des formats d'ateliers projets sont aussi proposés où des groupes de 6 à 8 étudiants travaillent pendant un semestre entier sur un projet au service des collectivités ou entreprises. Des étudiants ont par exemple travaillé sur le projet de la nouvelle gare de Compiègne.

#### D'où proviennent vos étudiants ? Y a-t-il un tropisme francilien ?

Il y a une proportion importante d'étudiants internationaux, 19% dans les cursus diplômants, auxquels s'ajoutent 150 à 200 étudiants en échange, soit environ un quart de nos effectifs. Nos recrutements proviennent par ailleurs de toute la France, 23% des Hauts-de-France (mais jusqu'à 30% en incluant les doctorants), et 25% d'Île-de-France. Ces pourcentages sont à rapporter au poids démographique des ré-

“NOUS APPORTONS  
NOTRE FORCE  
DE FRAPPE EN RÉGION !”

CLAIRE

ROSSI

DIRECTRICE DE L'UNIVERSITÉ TECHNOLOGIQUE  
DE COMPIÈGNE

gions. Si nous travaillons dans le cadre d'alliances nationales, comme l'Alliance Sorbonne Université ou le Groupe des universités de technologie, cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas totalement investis pour notre région. Nous utilisons justement la force de nos réseaux, à l'échelle nationale mais aussi internationale, avec les 206 partenaires académiques à travers le monde et nos contacts entreprises (près de 26 000) pour apporter notre force de frappe en région. Jouer notre rôle en région nous tient particulièrement à cœur.

#### Quel est votre rapport avec les entreprises ?

L'établissement affiche des liens très forts avec le monde socio-économique, nos interactions sont multiples : des enseignements aux contrats de recherche en passant par des chaires, les laboratoires communs (avec Renault, ArcelorMittal et Deltacab), les thèses Cifre et bien sûr les projets des étudiants, les stages, l'apprentissage.

Et le monde socio-économique est présent dans toutes nos instances. Nous avons en outre une filiale de valorisation, Uteam, ainsi qu'une fondation partenariale permettant d'utiliser tous les mécanismes de mécénat. Sur 2018-2023, nous avons signé 600 contrats de recherche

avec des entreprises. Les ressources venant des entreprises représentaient 3,4 M€ en 2023 sur un budget global d'établissement de 75 M€.

#### Comment soutenez-vous l'entrepreneuriat ?

Nous avons un peu restructuré notre accompagnement dédié l'an dernier. De l'idée à la création, un pôle entrepreneuriat va faire graviter autour des étudiants et des chercheurs tout l'accompagnement possible de A à Z : tous les acteurs du territoire, le pôle universitaire d'innovation qui ouvre d'autres portes pour les chercheurs en terme de pré-maturation de projet, ou encore le CNRS.

On a aussi mis en place un parcours dédié, Entrepreneuriat Elite, où les étudiants ont la possibilité de faire leur stage sur leur projet.

#### Avez-vous un outil spécifique d'incubation ?

Oui depuis 2019, à travers iTerra, un incubateur co-porté entre l'UTC, l'agglomération de la région de Compiègne, UniLaSalle notamment. Depuis 2019, 28 entreprises ont été créées dont 17 qui proviennent de l'UTC. Tous diplômés UTC confondus, il est possible de recenser 170 créations d'entreprises depuis 2018, avec de très belles start up à l'instar de Revival Bionics ou Atmosgear.



mation par rapport aux enjeux des transitions, par exemple en terme de réindustrialisation ou de rayonnement international. Et ce sont justement des enjeux d'ampleur pour notre région. Notre ambition est de faire rayonner l'UTC pour amener des talents internationaux sur le territoire, générer des contrats, faire que l'économie du territoire bénéficie de notre présence.

#### **Les entreprises et collectivités du nord de la région travaillent-elles assez avec vous ?**

Pour le projet Dunkerque 2030, l'UTC a été sollicitée, en termes de formation et de recherche. On travaille aussi avec de grands groupes de la région. Il y a 3 ans nous avons ouvert un bachelor commun avec l'Edhec.

Géographiquement, nous sommes à une place pivot entre Hauts-de-France et Île-de-France. Nous souhaitons utiliser cette position au mieux. Ainsi, dans le cadre du pôle universitaire d'innovation de l'Alliance Sorbonne Université, nous sommes en discussion pour que des start-up accompagnés par ce pôle puissent physiquement être présentes à Compiègne. C'est intéressant pour le développement économique du territoire.

#### **Comment intégrez-vous les enjeux de transition énergétique ? Êtes-vous associée à l'essor de la vallée de la Batterie ?**

L'UTC s'est fortement positionnée sur les questions de transition écologique depuis longtemps, mais cela s'accélère vraiment. Nous souhaitons accroître le nombre de chaires dans l'établissement. La dernière en date est une chaire d'éco-conception, avec la société PTC. Plus de 40% de notre recherche peut être qualifiée à impact positif. En mars, nous venons de renouveler nos axes stratégiques de recherche, parmi lesquels la soutenabilité, à travers les technologies vertes, mais aussi l'ingénierie de la santé, un axe robotique et systèmes, les systèmes autonomes intelligents, mais aussi un axe sur l'énergie. Nous sommes positionnés sur la batterie et sur l'hydrogène. Nous travaillons beaucoup avec Plastic Omnium, nous sommes tournés vers les matériaux pour le stockage, la gestion des réseaux, avec un démonstrateur sur site, notamment la gestion des recharges de batteries avec des panneaux solaires. Nous sommes aussi sur les technologies de stockage de l'hydrogène via des poudres. Nos étudiants sont très fortement recrutés par ces secteurs, c'est massif.

#### **Quelle est la performance de l'UTC en matière de placement des diplômés ?**

Notre taux d'employabilité est proche de 93% à trois mois. Et le taux moyen d'emploi est de six mois. Avec plus de 60% des étudiants qui ont une offre d'emploi avant la fin de leur stage. Nos étudiants ont un tropisme vers les métiers à valeur, porteurs de sens. C'est le cas de la décarbonation. Il y aura sans doute un appel d'air des grands projets régionaux, qui ont un gros besoin d'étudiants et de compétences internationales. Or 40% de nos étudiants parlent 3 langues, ils ont tous au minimum accompli un semestre à l'étranger.

#### **L'UTC donne l'impression d'être davantage dans la sphère d'influence de la région parisienne. Est-ce un cliché ?**

Certains des précédents présidents de l'UTC ont peut-être pu afficher un tropisme plus tourné vers Paris dans leurs déclarations à la presse que dans les faits, au demeurant. Ceci a pu laisser penser, à tort, que l'UTC n'était pas assez

investie dans la région. Les chiffres montrent que ce n'est pas le cas. Je considère qu'un établissement qui réussit sa stratégie est un établissement qui arrive à fonctionner à la fois aux niveaux local, national et international avec une aura forte, en étant reconnu par les entreprises et en apportant de la valeur sur la région. Nous devons apporter notre pouvoir de transfor-

**YANN ORPIN**  
PRÉSIDENT DU MEDEF LILLE MÉTROPOLE

# S'ENGAGER!

L'engagement se définit comme la participation active, par une option conforme à ses convictions profondes, à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle de son temps.

Et dans notre temps, l'engagement au XXI<sup>e</sup> siècle décline.

Ce désengagement s'est accéléré avec le confinement. Période qui continue d'avoir des conséquences psychologiques fortes aujourd'hui encore sur les individus qui sont désormais en quête de sens et de bien-être au détriment même de leurs engagements contractuels, ce que confirme la hausse de l'absentéisme.

Les mutations économiques, géopolitiques et militaires ont continué de déstabiliser les individus et l'organisation du travail. Les réseaux sociaux ont créé le mirage de l'existence de communautés mais elles isolent plus qu'elles ne fédèrent. Ce qui augmente l'individualisme et la fragilité psychologique pour près de la moitié des Français. D'après Gallup, seuls 15% des collaborateurs se sentent pleinement engagés et seulement 6% en France. 68% souhaitent quitter leur travail parce qu'ils ne se sentent pas soutenus (Staple workplace survey).

## RECRÉER DES REPÈRES ET DES PROJETS COLLECTIFS

L'engagement nécessite d'avoir un projet, un objectif et un cadre communs. Il faut recréer des repères et des projets collectifs pour redynamiser l'engagement. Redonner un cadre aussi à l'organisation du travail aujourd'hui illisible et trop instable. Ce qui participe de cette perte de repère et de cadre.

Les entreprises doivent reprendre la main et jouer un rôle majeur dans cette relance de l'engagement qui peut être synonyme de stabilité. Elles doivent réinventer le cadre, le sens et surtout les nouveaux repères qui permettront aux collaborateurs de trouver des projets collectifs auxquels ils adhéreront.

En créant ces projets collectifs et ce cadre, les collaborateurs pourront reprendre ces engagements qui pourront s'inscrire dans des projets sociétaux. Ils participeront à la création d'une société positive. Cette culture pourra alors être transmise aux enfants et à la famille.

## 1 600 MANDATS À POURVOIR

Pour y parvenir, il faut aussi que les entrepreneurs s'engagent pour pouvoir



**“LES ENTREPRENEURS DOIVENT S'ENGAGER AUSSI DANS LES INSTANCES PARITAIRES POUR ÊTRE ACTEURS DES DÉCISIONS QUI CONCERNENT LEURS ENTREPRISES”**

**LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT CRÉÉ LE MIRAGE DE L'EXISTENCE DE COMMUNAUTÉS MAIS ELLES ISOLENT PLUS QU'ELLES NE FÈDÈRENT.**

porter ces projets avec leurs collaborateurs. Ils doivent s'engager aussi dans les instances paritaires pour être acteurs des décisions qui concernent leurs entreprises. Il y a des dizaines d'instances dans lesquelles nous sommes représentés.

Au Medef de Lille, nous avons 1 600 mandats à pourvoir. Ils sont importants

pour permettre de défendre les intérêts des entreprises et ses relations avec les parties prenantes. J'entends souvent des entrepreneurs qui attendent plus de nous. A eux, à vous aussi de vous engager pour que notre collectif puisse travailler avec les décideurs politiques et les syndicats de salariés.

Entrepreneurs, s'engager, c'est être acteur de l'avenir de nos entreprises.

Pour vous aider à recréer cette dynamique avec vos collaborateurs, nous vous donnons rendez-vous le 4 juillet à Entreprises et Cités pour une université d'été consacrée justement aux repères ■

# RETROUVEZ LES ANCIENS NUMÉROS D'ÉCO121 !



N°90      N°92      N°93      N°94      N°100      N°103      N°104



N°105      N°106      N°107      N°108      N°109      N°123      N°124



N°125      N°126      N°127      N°128      N°129      N°130      N°131



N°132      N°133      N°134      N°135      N°136      N°137      N°138

## Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- |                               |                                |                                |                                |                                |                                |
|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°96  | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 | <input type="checkbox"/> n°123 | <input type="checkbox"/> n°132 |
| <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°97  | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 | <input type="checkbox"/> n°124 | <input type="checkbox"/> n°133 |
| <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°98  | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 | <input type="checkbox"/> n°125 | <input type="checkbox"/> n°134 |
| <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°99  | <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 | <input type="checkbox"/> n°126 | <input type="checkbox"/> n°135 |
| <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 | <input type="checkbox"/> n°127 | <input type="checkbox"/> n°136 |
| <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 | <input type="checkbox"/> n°128 | <input type="checkbox"/> n°137 |
| <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 | <input type="checkbox"/> n°120 | <input type="checkbox"/> n°129 | <input type="checkbox"/> n°138 |
| <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 | <input type="checkbox"/> n°121 | <input type="checkbox"/> n°130 | <input type="checkbox"/> n°139 |
| <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 | <input type="checkbox"/> n°122 | <input type="checkbox"/> n°131 | <input type="checkbox"/> n°140 |

Au prix de :

1 numéro .....4,50€

2 numéros .....3,50€ l'unité

3 numéros et au-delà .....3€ l'unité

+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) ...4€

Soit au total : €

Vos coordonnées :

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Règlement

Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE

Par virement : Banque Caisse d'Épargne

LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille



## Le Cambrésis recoud son tissu industriel

Après le double choc des fermetures de la sucrerie Tereos d'Escaudœuvres puis celle de l'usine de pizzas Buitoni (Nestlé), le Cambrésis se retousse les manches. Un programme baptisé « Rebond industriel du Cambrésis » vient de présenter son bilan au terme d'une première année sous le pilotage de l'Etat. Pas moins de 20 entreprises lauréates ont bénéficié d'un accompagnement en ingénierie et en financements. La cellule de réindustrialisation a permis de faire émerger 88 nouveaux dossiers, porteurs de 645 emplois, et qui pourraient mobiliser un total de 287 M€ d'investissements dans 41 entreprises. L'Etat annonce une enveloppe cumulative de 6,45 M€ (Etat 3M€, deux communautés d'agglos : 1 M€ chacune, Région 1,45 M€), mais aussi une enveloppe supplémentaire de 5 M€ liée cette fois à la revitalisation du groupe Nestlé, en appui aux dispositifs de droit commun.

## CONJONCTURE: DU MIEUX EN AVRIL

La dernière enquête de conjoncture de la Banque de France relève une production en progression dans le secteur industriel, portée par une demande intérieure plus active. Les situations sont toutefois très variables d'un secteur à l'autre. L'industrie agroalimentaire comme la construction de matériels de transports ont connu une activité en forte augmentation, quand chimie, bois-papier-imprimerie et industries du caoutchouc et du plastique ont vu leur production beaucoup diminuer sur la période. L'enquête fait apparaître une

opinion plutôt pessimiste des dirigeants d'entreprises face à des carnets de commande « toujours assez dégarnis ». Les services marchands ont connu de leur côté une forte croissance, tout particulièrement dans l'hébergement-restauration et les services à la personne. Les services aux entreprises sont quant à eux à la baisse, comme l'intérim, ou le nettoyage. Le bâtiment s'est plutôt bien comporté en avril mais les carnets de commande sont jugés insuffisants dans le gros œuvre.



## 1 100 défaillances au premier trimestre

Le nombre de défaillances d'entreprises a légèrement fléchi au premier trimestre dans les Hauts-de-France, à raison de 1 121 procédures collectives. Ce nombre, en recul de 8%, reste toutefois très élevé, indique la CCI Hauts-de-France.

Le 4<sup>e</sup> trimestre 2023 avait déjà enregistré un volume record de défaillances (1 221). Selon la CCI, « si cette tendance se confirme, 2024 sera peut-être une année record de défaillances d'entreprises, avec des niveaux similaires à ceux observés dans les années qui ont suivi la crise financière ».





## FERROVIAIRE : AKIEM S'OFFRE UN NOUVEL ATELIER DE MAINTENANCE À OSTRICOURT

Le spécialiste de la location de locomotives Akiem déploie son troisième site de maintenance ferroviaire à Ostricourt. Il s'agit de gérer les grandes révisions pour son parc de locomotives, et d'assurer des prestations de maintenance et de dépannage. Le carnet de commandes est déjà rempli jusqu'à 2030, affirme le groupe qui double ainsi sa capacité de maintenance, à raison de 120 locomotives en « full service » à horizon 2027. Concrètement, Akiem aura investi 21,6 M€ dans ce site de 6 ha doté d'un tour en fosse capable de traiter jusqu'à 8 locomotives en simultané. Ce lancement s'accompagne du recrutement d'une trentaine de collaborateurs, l'atelier devant compter 70 salariés à terme.

## LOGIL (EX-SETRALOG) MENACÉE DE LIQUIDATION

La société Logil, anciennement connue sous le nom Setralog, est menacée de fermeture. L'entreprise, qui assurait la logistique pour France Loisirs, rachetée en 2021 par la Financière Trésor du patrimoine, a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris le 15 mai. Les 36 salariés de l'unité de Noyelles-sous-Lens évoquaient dans la presse une délocalisation masquée vers un autre site du groupe à Evreux. Setralog a employé jusqu'à 160 salariés dans les années 90.



## Elysis Ingénierie passe dans le giron d'Astek

La société villeneuvoise d'ingénierie Elysis est acquise par le groupe Astek. Elysis compte 200 salariés pour un chiffre d'affaires de 17,6 M€. L'entreprise, fondée et dirigée par Jérémy Gonce - qui reste aux manettes -, s'est d'abord développée dans l'automobile et le ferroviaire avant d'étendre son champ d'activité à bien d'autres secteurs dont l'énergie, l'aéronautique, la santé ou les infrastructures notamment. Astek, dont le siège se trouve à Boulogne-Billancourt, affiche quant à lui un effectif de 8 400 personnes pour un chiffre d'affaires de 600 M€, dont 40% à l'international. Le groupe avait déjà acquis une autre société lilloise d'ingénierie en 2022, Emisys.

## BRASSERIE LAMBELIN S'OFFRE UN POIDS LOURD ÉLECTRIQUE

Le distributeur de boissons de Fâches-Thumesnil va rouler en camion électrique. L'entreprise familiale met en service un premier camion 100% électrique. Brasserie Lambelin (28 M€ de CA) opère 14 tournées quotidiennes pour livrer ses 2 000 références de boissons à un millier de clients sur le Nord-Pas-de-Calais et la Somme. Outre une démarche RSE engagée, le distributeur indique que cette initiative anticipe aussi les futures décisions relatives aux ZFE (zones à faible émission). Lambelin a signé avec les établissements Coquidé, son partenaire depuis 17 ans, auprès de qui il renouvelle son parc de camions à raison de 3 véhicules tous les deux ans. L'entreprise possède une flotte de 13 poids lourds (mais 24 à l'échelle du groupe). A l'horizon 2030, son objectif est que 90% de ses camions roulent avec une énergie alternative.

# LA RÉGION GARDE SA FORCE D'ATTRACTION

**RÉGION.** Selon le Baromètre de l'attractivité 2024 de la France de EY, les Hauts-de-France ont continué d'attirer les investisseurs étrangers, en particulier dans le domaine industriel.

Malgré un contexte européen de ralentissement général des investissements, les Hauts-de-France restent attractifs pour les étrangers, selon le Baromètre de l'attractivité de la France 2024 de EY. L'an dernier, la Région a enregistré 110 projets d'investissements directs étrangers. Ils doivent générer 6 140 emplois, soit 1 000 de plus qu'en 2022. Parmi ceux-ci, il faut noter une progression de 50% du nombre d'emplois dans le secteur industriel. L'année 2023 place les Hauts-de-France en deuxième position des régions en termes d'emplois et à la qua-



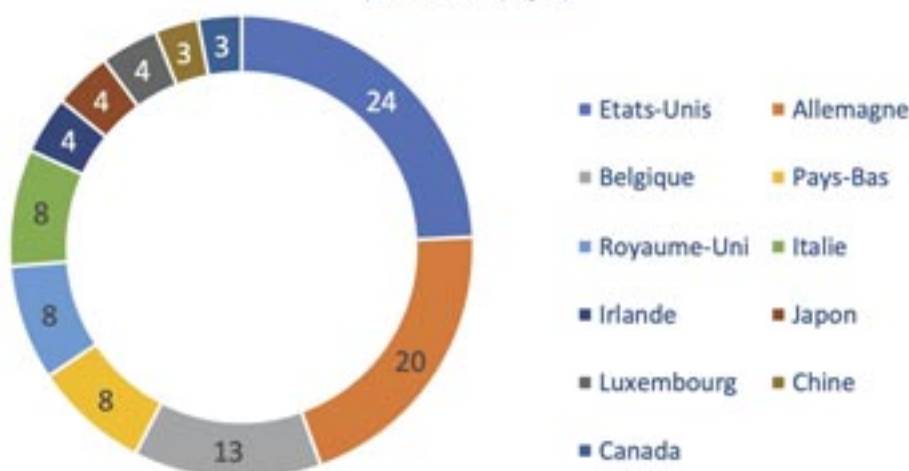
trième place pour le nombre de projets. Celui-ci a reculé (il y avait eu 133 projets en 2022). Si on met ce chiffre en parallèle avec la hausse de 18% du nombre d'emplois créés, cela signifie que les investissements ont été de grande en-

vergure. En moyenne, chaque projet crée 56 emplois, contre 39 en 2022. Ce ratio place les Hauts-de-France largement au-dessus de la moyenne nationale française (35 emplois par projet), mais aussi de celle de l'Allemagne (49).

### DYNAMIQUE DE RÉINDUSTRIALISATION

Les projets d'investissements montrent la position incontournable des Hauts-de-France dans la dynamique de réindustrialisation. L'industrie concentre en effet 63% des projets et 67% des emplois (contre 44% au niveau national). Au total, il y a eu 69 investissements industriels, créateurs de 4 139 emplois. Ce qui fait de la région la deuxième en France et en Europe en termes de création d'emplois industriels, en particulier dans l'industrie lourde et manufacturière. L'étude d'EY souligne l'efficacité des politiques d'attraction et de soutien aux investissements industriels. Cette attractivité se manifeste par la création de nouveaux sites. Il y a eu 39 nouvelles implantations l'an dernier pour 71 extensions. Les Etats-Unis

Top 10 des pays d'origine des investissements étrangers en 2023 en Hauts-de-France (en nombre de projets)



### La bonne image de la France

De manière globale, l'image de la France reste très positive auprès des dirigeants internationaux. Pour la cinquième année consécutive, l'Hexagone apparaît comme le pays le plus attractif d'Europe en nombre de projets d'investissements, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Même si le nombre de projets a diminué de 5% par rapport à 2022 (1 194), le nombre d'emplois créés a progressé de 4%, pour atteindre 39 773.



dominent les investisseurs étrangers, devant l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Cependant, le nombre de projets développés par nos voisins européens a diminué. Ceux venus d'Outre-Atlantique se sont au contraire envolés (+33%) alors qu'ils ont reculé de 15% en Europe, sans doute sous l'effet de l'Inflation Reduction Act.

Les activités de production continuent de jouer un rôle majeur dans l'économie régionale. Elles représentent 67% des emplois créés et 62% des projets d'investissements. Dans le même temps, certains secteurs ont connu une forte poussée, à l'instar de la logistique qui a progressé de 16% en nombre de projets, pour 1 360 nouveaux postes. A l'inverse, le secteur des

services aux entreprises a vu le nombre de ses projets réduits de moitié, avec une chute drastique de 85% des emplois associés ■ **Y.S.**

La Belgique est le deuxième pays d'investissement en 2023. Ici, le groupe Agristo reprend le site de Tereos à Escaudœuvres pour une usine de pommes de terre surgelées (350 emplois).



ADONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR) !

INFOS 03 55 33 21 05

## Bulletin d'abonnement

**OUI**, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **69€**
- 2 ans (20 n°) au prix de **109€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

### Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

**éco** 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
300 RUE DE LILLE  
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

# CHOOSE FRANCE 2024 : ENCORE UN GROS MILLÉSIME POUR LA RÉGION

Le 13 mai, Emmanuel Macron recevait 180 dirigeants internationaux au château de Versailles pour un nouveau sommet Choose France. Les Hauts-de-France décrochent de très gros projets parmi lesquels une usine d'engrais à 1,3 Md€. Le détail.

Comme tous les ans depuis 2018, le président de la République a tenu le sommet Choose France qui met en avant les investissements internationaux dans notre pays. Cette année est présentée comme un exercice record avec pas moins de 56 annonces représentant un total de 15 milliards d'euros d'investissements et une perspective de 10 000 emplois.

Pour les Hauts-de-France, la récolte est belle avec l'annonce de plusieurs projets majeurs. En pharmacie, AstraZeneca va étendre son usine dunkerquoise, à travers deux nouvelles lignes de production, pour un montant de 365 M€, porteur de 100 nouveaux emplois. GSK prévoit de son côté 140 M€ pour moderniser, décarboner et digitaliser trois sites dont celui de Saint-Amand, ceci au sein d'un programme pluriannuel 2024-2026 de 600 M€. Le géant canadien de la frite surgelée Mc Cain va pour sa part injecter 350 M€ à horizon trois ans dans ses trois usines françaises à commencer par celle de Harnes qui recevra 300 M€.

La filière batterie continue à alimenter de nouveaux investissements avec la venue du coréen Enchem à Dunkerque (lire encadré ci-contre) C'est encore la décarbonation qui sous-tend le milliard d'euros que doit injecter DFDS dans l'électrification de sa flotte de ferries entre France et Royaume-Uni, mais aussi un investissement majeur de l'espagnol Fertighy : ce dernier va implanter une usine d'engrais à faible émission de carbone pour un enjeu de 1,3 Md€, porteur de 250 emplois dans la région. Ob-

jectif : un demi million de tonnes d'engrais bas carbone par an à horizon 2030. Enfin, les américains Procter & Gamble d'un côté et Mars de l'autre annoncent de nouveaux investissements : le premier mobilise 65 M€ pour ses usines d'Amiens et Blois. A Amiens, un site de fabrication de produits de soin du linge et de la maison, il s'agit d'accroître les capacités de production avec notamment une nouvelle ligne de production et l'automatisation de la chaîne logistique. Mars prévoit quant à lui un investissement de 130 M€ pour l'ensemble de ses sites français, dont 60% au titre de l'alimentation et du bien-être des animaux de compagnie. On notera aussi une mention du groupe suédois SKF, qui doit « accélérer ses investissements en France sur une période de trois années » pour un mon-



Le groupe anglo-suédois de pharmacie AstraZeneca compte investir 365 M€ sur son site de Dunkerque.

## Enchem : la vallée de la batterie, encore et toujours

Enchem est une entreprise coréenne créée en 2012 et devenue premier producteur d'électrolyte au pays du matin calme, et le numéro 4 au monde. C'est pour accompagner la vallée de la batterie qui se déploie dans notre région que la société va investir 57 M€ à Dunkerque. Elle y prévoit une usine de production de 40 000 tonnes annuelles de NMP Recyclé, un solvant indispensable pour la fabrication de batteries lithium-ion, et qui permet la cohésion des différents composants de la batterie ainsi que la performance des séparateurs. Elle produira aussi 4 000 tonnes par an de suspension de cathode. Cette implantation doit générer 100 emplois d'ici 2027. Outre la nouvelle filière électrique en pleine expansion dans notre région, le Coréen met aussi en avant le potentiel logistique des infrastructures portuaires et l'accès à une énergie décarbonée, économique et stable.

tant non indiqué. SKF possède une importante unité de production de roulements dédiés à l'industrie aéronautique, en périphérie de Valenciennes O.D.

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, acteurs de la recherche, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE : QUELLES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES LOCALES ?



L'ADEME a conduit une étude pour mesurer l'impact de la troisième révolution industrielle sur l'économie locale. La méthode de calcul a été élaborée en concertation avec des collectifs d'acteurs économiques et des collectivités territoriales des Hauts-de-France. L'objectif était de mesurer l'impact économique pour les territoires lorsque des investissements en faveur de la transition écologique sont réalisés. « *Que récolte le territoire ? Combien d'argent entre dans le territoire et combien en sort ? Si on intensifie les moyens mis en œuvre, quelles vont être les retombées ?* » résume Thomas Blais, le coordinateur pôle territoires, prospective et évaluation à l'ADEME Hauts-de-France (thomas.blais@ademe.fr), qui décrypte l'étude.

Celle-ci a été menée en partenariat avec trois territoires : Amiens Métropole (pour les énergies renouvelables), Pôle métropolitain de l'Artois (rénovation énergétique des logements), et Audomarois (circuits courts alimentaires et filière papier/carton recyclé). Pour chacune des filières, un état des lieux des activités présentes sur le territoire avait été réalisé. Celui-ci servant de base au calcul des impacts en termes de retombées

économiques et à la compréhension des résultats. Pour Amiens Métropole, l'étude permet de révéler les atouts et les fragilités du tissu local sur la filière énergies renouvelables : peu d'entreprises sur les matériels et les études mais un vrai potentiel sur les travaux, la maintenance et également la R&D (Hub de l'énergie). Le scénario évalue des retombées locales limitées à 70 cts pour un euro mobilisé. Dans l'Artois, 1€ dépensé dans la rénovation énergétique du logement a entraîné 1,5€ de retombées dans le territoire. « *L'effet de levier a donc joué à plein* », commente Thomas Blais. Enfin, dans l'Audomarois, 1€ dépensé dans la filière des circuits courts alimentaires a généré 1,3€ de retombées pour l'économie locale, tandis que pour le papier et le carton recyclé, le rapport est même de 1 à 2. « *Investir dans ces filières a donc eu un impact très positif.* »

### DÉPLOYER LA DÉMARCHÉ

« *Dans le contexte actuel, il existe un intérêt pour les acteurs économiques et les collectivités de s'emparer de ce type d'études* », poursuit le coordinateur de l'ADEME.

En effet, la transition écologique appelle à une meilleure résilience territoriale et

va de pair avec des bénéfices économiques locaux : réindustrialiser les territoires, diminuer la facture énergétique des entreprises et des ménages, la dépendance aux matières premières et aux produits alimentaires importés. Ce type de travaux d'étude permettant de calculer les retombées économiques peut éclairer ces liens et renforcer des orientations politiques et nous soutiendrons les territoires qui souhaiteraient s'en emparer, soit sur les thématiques déjà traitées soit pour en explorer de nouvelles.

« *On n'a pas forcément identifié de thématique particulière ou de territoire, explique Thomas Blais, mais les territoires savent quelles sont leurs filières les plus structurantes et peuvent être force de proposition. Mais l'économie circulaire reste un domaine peu exploré avec des enjeux très importants (autour du plastique, du verre, du textile, des déchets du BTP) en terme de réindustrialisation (y compris pour des territoires qui souhaiteraient coopérer), mais également les mobilités, le tourisme.*

Les outils sont là. Que les acteurs économiques et les collectivités n'hésitent pas à s'en emparer ! » ■

Pour en savoir plus



# GRANDIR, INVESTIR, ROBOTISER : LE TRIPTYQUE GAGNANT DE METALIANS

**LA CHAPELLE-D'ARMENTIÈRES.** Le spécialiste des pièces métalliques alimente sa croissance à coups d'acquisitions et de nouvelles machines.

Le spécialiste des pièces métalliques Metalians conclut fin juin la reprise d'un métallurgiste, situé dans la métropole lilloise, réalisant 1,5M€ de chiffre d'affaires avec 11 salariés. « Ce rachat va ajouter une nouvelle corde à notre arc, explique Thibault Lambijou, le directeur général. Ce n'est pas une société qu'on va redresser. Elle est rentable. Mais on va la dynamiser, l'emmener vers d'autres métiers. » Et Metalians tutoiera ainsi les 15M€ de chiffre d'affaires, avec 100 salariés.

L'entreprise a bien grandi depuis 1998, lorsque son président Antoine Honoré rachetait SFAM (Société de Fabrication d'Articles Métalliques), un fabricant de systèmes de crochets pour les toitures. Elle atteignait 1M€ de chiffre d'affaires avec 13 collaborateurs et 8 machines. Les nouvelles technologies lui ont permis de fortement se développer. « Une première machine numérique en 2001 a fait passer la société de l'artisanat à l'industrie », explique Thibault Lambijou, mais aussi des robots de soudure en 2014 ou une chaîne de thermolaquage en 2016. « La technologie ne cesse d'évoluer et nous oblige à nous surpasser. Aujourd'hui, de nouvelles machines arrivent et créent des opportunités. Il ne faut pas passer à côté, il ne faut pas subir, sinon on est mort. » « On grandit, on investit et on robotise », résume Antoine Honoré.

## RACHATS

Metalians s'est aussi construit par acquisitions. En 2011, avec le fabricant de mobilier design CFT (Cintrage Fil Tube), alors en dépôt de bilan. La reprise du spécialiste des ressorts MDP Ressort en 2017 donne naissance au groupe Metalians. Qui pesait 12,6 M€ de chiffre d'affaires en 2023, avec 85 salariés et un parc de 80 machines sur trois sites (SFAM à La Chapelle-d'Armentières, CFT en Eure-et-Loire, MDP dans l'Orne). Le groupe fournit des secteurs divers, de l'agriculture au bâti-

«NOTRE USINE N'A PAS SEULEMENT UNE AMBITION ÉCONOMIQUE, ELLE A AUSSI UNE VOLONTÉ SOCIALE»  
ANTOINE HONORÉ

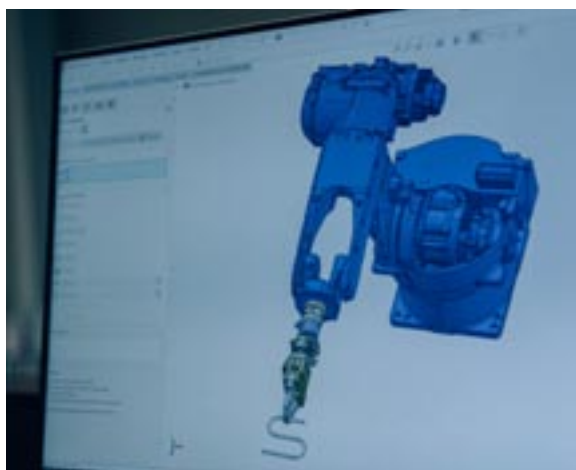


ment en passant par l'automobile et le médical.

La famille Honoré détient 82% du capital, Finorpa le solde. « Le fait d'être soutenu par un tel fonds nous permet d'avoir de l'envergure, de prendre de la hauteur », souligne Antoine Honoré. La question de la transmission se pose

aussi pour le dirigeant de 61 ans. C'est l'un de ses quatre fils, Igor, 28 ans, qui devrait prendre la relève d'ici trois à quatre ans. Il est entré dans l'entreprise il y a un an, à un poste de commercial. « Notre usine n'a pas seulement une ambition économique, poursuit le dirigeant. Elle a aussi une volonté sociale. Elle veut être un acteur local, et partager ses savoir-faire. » Ce qui passe aussi bien par le soutien à des associations que par une attention particulière au bien-être des salariés. « Nos salariés sont bien formés, bien outillés et bien rémunérés. Nous avons un très faible turn-over », illustre Thibault Lambijou. Il compare l'entreprise à un « centre de formation » et se donne en exemple, lui qui est arrivé en 2009 comme stagiaire dans le cadre de son cursus à l'IAE Lille. « La force de notre groupe, c'est de vouloir former, sinon on reste avec nos vieilles idées, nos vieilles recettes. » ■

Yann Suty



# DANONE DOPE SON USINE DE STEENVORDE EN NUTRITION MÉDICALE

**STEENVORDE.** L'usine de 430 salariés va s'enrichir dans les deux ans d'une ligne unique en France dédiée à la nutrition médicale, un marché exigeant mais en pleine croissance.

Danone, *one planet, one health* », affiche le slogan du leader français de l'agroalimentaire. C'est bien dans la direction de l'aliment santé, et même plus précisément le segment de la nutrition médicale, que Danone s'apprête à investir 60 M€ dans son usine de Steenvorde. Un investissement stratégique, baptisé Danone Steenvorde 2026, qui a d'ailleurs justifié la venue sur place du grand patron de Danone, Antoine de Saint-Affrique. « *Nous souhaitons continuer à investir dans ce terreau fertile. Les besoins nutritionnels évoluent au fur et à mesure des âges et des aléas de la vie* », indique le dirigeant pour qui le potentiel de développement est important. Les populations vieillissent, avec des besoins spécifiques lors du grand âge ou des accidents de la vie. « *Une bonne nutrition médicale a un impact direct sur la récupération, et la capacité à supporter et bénéficier au mieux de traitements souvent difficiles* », souligne-t-il. Danone a d'ailleurs investi 50 M€ dans un autre site de nutrition médicale en Pologne et vient en outre d'acquérir Functional Formularies outre-Atlantique, spécialisée dans l'alimentation par sonde à base d'aliments non transformés.

Le segment de la nutrition médicale en France pèse aujourd'hui 500 M€ de ventes, en forte croissance. L'usine de Steenvorde sera la seule de Danone à produire ce type de produits en France, à raison de 20 millions de litres par an, en formats de 125 ml et 200 ml, sous la marque Fortimel.

Pour doper ces compléments nutritionnels par voie orale en protéines, Danone les enrichit en différents ingrédients dont la caséine, issue du

lait. Il y a trois ans, le site nordiste a investi 25 M€ pour implanter un atelier de filtration capable d'extraire la caséine du lait. Un ingrédient livré aujourd'hui dans une usine aux Pays-Bas (Zoetermeer) mais qui devrait à terme alimenter 100% des besoins de l'usine. La nouvelle ligne aseptique, d'une cadence très élevée (36 000 bouteilles/h) va bénéficier d'un bâtiment de 8 000 m<sup>2</sup>. Les premières bouteilles devraient être livrées en mars 2026. Xavier Bertrand, présent lors de l'annonce du projet, a indiqué que la Région aurait « *vocation à accompagner* » Danone en matière de formation. La nouvelle ligne devrait générer 23 emplois sur un site qui emploie aujourd'hui 430 personnes ■

**Olivier Ducuing**



## Un second investissement de 10 M€ pour décarboner

En parallèle à cette diversification majeure, l'usine va se doter d'une nouvelle chaufferie biomasse, fonctionnant à partir d'anas de lin. Un investissement de 10 M€ soutenu par l'Ademe à hauteur d'un tiers, et qui doit permettre au site de réduire de 70% son empreinte carbone (10 000 tonnes de CO<sub>2</sub> en moins). Le projet, engagé depuis mars 2022 avec Engie Solutions, fait suite à de premières initiatives qui ont permis de récupérer la chaleur des fumées des cheminées et des process, ainsi que la chaleur des compresseurs d'air. Danone souligne le caractère vertueux des anas de lin, la production mondiale de cette plante étant très concentrée, notamment dans les Hauts-de-France. Les anas de lin proviendront de 6 teilleurs de lin se situant dans un rayon de moins de 40 km.



Coupure du ruban le 21 mai en présence du dirigeant de Danone Antoine de Saint-Affrique



# ECOFROST INVESTIT 225 M€ DANS LES POMMES DE TERRE PICARDES

Le groupe Ecofrost vient de donner le coup d'envoi au chantier d'une nouvelle usine située à Péronne, spécialisée dans la transformation de frites surgelées. L'investissement s'élève à 225 M€. Avec à la clef 150 emplois directs et 390 indirects (dans l'agriculture et la logistique notamment). D'ores et déjà, les responsables du projet cherchent 15 à 20 caristes pour la fin de l'année.

Pour fonctionner à plein régime, l'usine, au cœur d'un site de 13 hectares, nécessitera plus de 400 000 tonnes de pommes de terre par an, représentant environ 10 000 hectares de cultures. Ce qui représente une collaboration avec plus de 600 agriculteurs de la région, dans un rayon de 35 km. Des chiffres à mettre en perspective avec les 4,3M de tonnes de pommes récoltées dans les Hauts-de-France

**PÉRONNE.** Le groupe belge spécialiste des frites surgelées va bâtir une gigantesque usine au cœur de la Picardie, en association avec un agriculteur local. 540 emplois directs et indirects à la clef.

chaque année, pour 100 000 hectares de culture et 5 800 exploitations\*. L'originalité de l'usine de Péronne est d'être le fruit d'une collaboration entre le groupe belge basé à Péruweltz (lire ci-contre), et Matthieu Lenglet, un agriculteur installé à une vingtaine de kilomètres d'Amiens, et associé au capital. « *Tout seul, ce n'est pas viable de développer un tel projet. Je n'avais pas les capacités financières* », explique

## Ecofrost, un spécialiste de la frite venu de Belgique

Ecofrost a été créé en 2001 par deux familles, d'un côté Pol et Dries Vervaeke, de l'autre Luc et Marc Hoflack. Les premiers sont depuis trois générations spécialisés dans le négoce de pommes de terre, les seconds ont 35 ans d'expérience dans les techniques et procédures de congélation de légumes. Basé à Péruweltz, le groupe est spécialisé dans la fabrication de produits à base de pommes de terre.

Il en développe une quarantaine, entre frites, spécialités à base de pommes de terre, purées, frites enrobées et produits déshydratés. L'an dernier, Ecofrost a réalisé un chiffre d'affaires de 650 M€ (en croissance de 17%). La partie transformation représente 50% de son activité. Il expédie ses produits dans plus de 120 pays et emploie 437 personnes. Il travaille avec 830 agriculteurs et transforme chaque année 470 000 tonnes de pommes de terre.

l'agriculteur de 40 ans qui avait repris il y a une dizaine d'années l'exploitation paternelle riche de plusieurs cultures (pommes de terre, blé, betteraves...).

#### RÉINDUSTRIALISATION

« Nous sommes en accord avec les grands objectifs fixés par l'Etat, puisque nous sommes dans une démarche de réindustrialisation, de souveraineté et de résilience agroalimentaire », indique Matthieu Lenglet. L'unité prendra place sur une ancienne friche industrielle, créée en 1958, qui avait appartenu au spécialiste des chips Flodor, et restée à l'abandon depuis plus de 20 ans. « Le site est déjà artificialisé, détaille Olivier Maes, le responsable du projeteur Ecofrost. L'empreinte agricole sera quasi nulle. » Symboliquement, un arbre a été planté le 23 mai, lors de la pose de la première pierre.

Parmi les autres critères écoresponsables avancés : le traitement des eaux usagées, la biométhanisation des déchets de production, ou encore la proximité des voies de communication permettant de limiter les transports. Car le site de Péronne se trouve à un emplacement stratégique, à un jet de pierre du futur canal Seine-Nord, et notamment du futur port fluvial de Pé-

ronne, l'un des quatre qui jalonnent son parcours. Il permettra d'acheminer les produits vers l'export. 40% de la production du site de Péronne est en effet prévue pour les marchés étrangers. « L'usine est le symbole concret du renouveau de ce territoire, directement lié à l'émergence du Canal Seine-Nord », a indiqué Marie-Sophie Lesne, la vice-présidente de la Région en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'enseignement agricole et de la pêche.

#### RELOCALISATION

Avec cet investissement, Ecofrost entend tripler sa production à l'horizon 2032. Le groupe s'est aussi fixé des objectifs de relocalisation, en structurant une filière agricole picarde. « Avec des produits 100% français, on pourra redynamiser le territoire », veut croire Olivier Maes en rappelant que la France affiche une balance commerciale négative pour les produits surgelés à base de pommes de terre. A terme, l'usine produira 200 000 tonnes de produits finis. Elle vise en particulier le marché de la restauration. Actuellement, en France, le groupe belge travaille surtout avec le secteur de la grande distribution.

Même s'il répond à nombre des critères du plan France 2030, le projet n'a pas réussi à obtenir le soutien de l'Etat. L'une des raisons évoquée était sa grande taille. Il devrait être présenté à nouveau en commission très bientôt. Au cours de la pose de première pierre, Marie-Sophie Lesne a promis un soutien financier de la Région, qui pourrait atteindre le million d'euros ■ Yann Suty

\* Source : Chambre d'Agriculture des Hauts-de-France.

### Les Belges aiment la patate française

Ecofrost n'est pas le seul groupe belge à lorgner les pommes des Hauts-de-France, la première région française de production et de transformation. 61% des pommes de terre du pays y sont produites\*. En septembre 2023, Agristo, spécialiste de la frite et des pommes de terre, a annoncé vouloir construire une usine sur le site d'Escaudrœuves, délaissé par Tereos, avec un investissement de 350 M€. Le site devrait entrer en production en 2027. Un an plus tôt, c'était Clarebout Potatoes (transformation de pommes de terre, frites surgelées) qui annonçait un investissement de 191 M€ pour la construction d'une usine à Dunkerque.





## GET OUT VEUT ÉTENDRE SON TERRAIN DE JEU

**LILLE.** Dix ans après son lancement, le spécialiste des escape games a des objectifs ambitieux d'implantations de nouveaux centres en propre.

Get Out met la gomme. Le Lillois, spécialiste des escape games veut mailler tout le territoire français. Il vise pas moins d'une cinquantaine de centres dans les cinq ans. Il en compte déjà seize, trois en succursales et treize en franchises. Il est aussi présent en Belgique, à Bruxelles et à Liège, en outre-mer et au Maroc. Fin avril, l'entreprise a inauguré une nouvelle antenne à Orléans. En juin, elle s'im-

plantera au Mans. Elle a aussi prévu de poser ses valises outre-Quévrain, à Namur et à Charleroi.

Pour franchir un cap, Get Out profite du programme d'accélération « Boost » 2024 du Réseau Entreprendre Nord. « Participer à ce programme nous a permis d'aller chercher de la dette bancaire pour financer nos dernières ouvertures », explique Samuel Lefevre, le cofondateur avec Vincent Liogier de la société VLS Entertainment, qui inclut la tête de réseau et le centre Get Out Lille. Chaque centre Get Out nécessite un investissement moyen de 350 K€ à 400 K€. Pour un chiffre d'affaires de 350 K€ à 1 M€ au bout de la troisième année, avec une dizaine d'équivalents temps plein. Au total, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 5M€, avec 120 personnes. « Nous sommes déjà tête de réseau franchiseur. Notre objectif est désormais d'ouvrir des succursales. Pour soutenir notre dé-

veloppement, nous réfléchissons aussi à des levées de fonds. » Certains franchisés pourraient y participer, en ouvrant d'autres centres ou avec des participations dans de futures installations.

Depuis sa création à Lille en 2014, Get Out a diversifié son offre. Les espaces games sont déclinés en version géante (jusqu'à 25 personnes), pour les entreprises (jusqu'à 150 personnes) et les enfants. S'y ajoutent des jeux de pistes extérieurs. Les prochaines implantations disposeront d'un bar à jeux, de 150 à 200 m<sup>2</sup>, où les clients pourront jouer à des jeux de société et boire un verre. Comme c'est le cas pour l'instant seulement à Angers et à Orléans. Et ce, toujours dans un décor très soigné. « La théâtralisation est extrêmement forte, raconte Samuel Lefevre. Quand les clients arrivent dans un centre, ils entrent dans un manoir. Ils se retrouvent projetés dans une autre époque, un autre temps. » ■ **Y.S.**

## PROMATEC ALIMENTE SA CROISSANCE PAR UNE LEVÉE DE 1M€

**DOUVRINL.** Le spécialiste des sols industriels pourra ainsi financer son développement.

Promatec vient de lever 1M€ auprès de la société d'investissement parisienne Cita. « On avait besoin de renouveler notre tour de table pour soutenir notre croissance, explique Charles Cantineau, le directeur général du spécialiste des sols industriels installé à Douvrin. L'année dernière, notre activité a progressé de 40%, grâce à l'arrivée de nouveaux clients et à la digitalisation de la prospection. » Parmi les clients de l'entreprise, créée en 1959 à Abbeville, des grands noms comme SNCF, Keolis, Dassault Aviation, Renault ou encore Arkema. « En ce moment, les levées de fonds sont moins simples, explique Tanguy Dubly, avocat associé au sein du cabinet Bignon Lebray, qui a accompagné l'opération. Les financements sont plus durs, les fonds plus exigeants. C'est un bon signe que des entreprises des Hauts-de-France de la

taille de Promatec puissent concrétiser ce genre d'opération et renforcer leurs fonds propres. »

Cette enveloppe permettra d'effectuer la sortie des anciens associés, un fonds d'investissement en prêt obligataire. Charles Cantineau et sa femme, qui ont repris il y a cinq ans la société de 15 salariés, restent majoritaires. « Le solde servira au développement de l'entreprise », précise le dirigeant, évoquant l'intégration d'un nouveau commercial, la R&D et la croissance externe. Promatec vise le rachat de sociétés installées dans d'autres régions, en particulier en Bourgogne, Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes. Actuellement, l'entreprise réalise 40% de son

chiffre d'affaires (de 2 à 3M€) dans les Hauts-de-France, et 20 à 25% en Ile-de-France « Si on est présent au quotidien dans ces régions, on va accélérer. » Côté R&D, l'entreprise investit 250 k€ chaque année. Pour mieux valoriser la qualité de ses produits, elle va augmenter la garantie fabricant de ses gammes les plus résistantes de 5 ans à 20 ans. « On sait que ces revêtements, c'est zéro souci. » ■ **Y.S.**





1/3

Quand on est la banque  
**d'une PME sur trois,**  
on est forcément acteur  
de l'économie locale.



Construisons pour que le monde bouge.

# SCCELL-IT DEVIENT LEADER DU RIVET AVEUGLE OUTRE-MANCHE

**LESQUIN.** L'entreprise familiale prend le contrôle de deux entreprises spécialisées au Royaume-Uni qui s'agrègent à sa propre filiale. Le groupe vise les 50 M€ de chiffre d'affaires en 2025.

Scell-It est une entreprise nordiste discrète dirigée depuis 2009 par Franck De Bruyne, qui l'a reprise à son père. Elle est spécialiste de produits de fixation pour le bâtiment et l'industrie, en particulier le rivet aveugle, dont elle est le leader français. Sa gamme inclut des écrous à sertir mais aussi des outils de pose, manuels, sur batterie ou pneumatique. Scell-It vient du reste de déposer un brevet mondial du premier outil électroportatif pour la pose de chevilles Molly. Sous l'impulsion de Franck De Bruyne, elle s'est lancée dans une stratégie export, qui s'est traduite par la création d'une filiale en Angleterre en 2010, suivie quelques mois plus tard de la Pologne, très orientée vers l'industrie. Une ouverture en Russie a avorté quelques années plus tard, mais l'entreprise a ensuite planté son drapeau en Italie, uniquement dans le champ industriel. A chaque fois le modèle est le même, le groupe détenant 50% du capital au côté d'un manager dûment identifié.

Au final, Scell-It réalise 25% de ses 44 M€ de chiffre d'affaires à l'international. Un chiffre appelé à croître : la société, épaulée par son conseil de toujours Bignon-Lebray, vient de conclure une double ac-

quisition en Grande-Bretagne, les sociétés Rivco Ltd et Kamtech Fasteners, filiales du groupe Ark, soit un périmètre de 5 M£ (avec 15 salariés), supérieur à ses propres activités outre-Manche (4,2M£). « *Le plus petit a racheté le plus gros*, sourit Franck De Bruyne. *Cela nous permet d'arriver à un leadership du marché britannique du rivet aveugle* ». Un montage particulier a été imaginé pour permettre cette opération, à travers une structure Scell IT Uk Group, détenue en trois tiers par le dirigeant de la filiale britannique, l'ancien actionnaire d'Ark et le groupe, Franck De Bruyne en assurant la présidence. Malgré 14 ans de présence en Grande-Bretagne, l'opération complexe a nécessité un important accompagnement juridique. « *L'ensemble de nos avocats a une expérience internationale. Connaître les codes est essentiel. On ne négocie pas avec un Anglais comme avec un Belge, un Allemand ou un Italien* », décrypte Alexandre Ghesquière, associé de Bignon-Lebray.

## CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Cette opération apporte à Scell-It un effet de taille. De quoi viser les 50 M€ de ventes à horizon 2025, mais surtout d'entrer dans une nouvelle phase. Ainsi le Pdg annonce le lancement de deux activités industrielles avec la création d'un atelier de peinture en Belgique et d'un atelier de laquage en Pologne (pour 2 M€), qui seront opérationnels en fin d'année. Des investissements lourds alors que le marché français de la construction est au mieux morose. « *C'est aujourd'hui où nous sommes dans un moment difficile qu'il faut se préparer pour le coup d'après. On a enfin une taille critique suffisante* », répond le dirigeant. Lequel vise désormais le marché de l'enveloppe extérieure des bâtiments, dont Scell-It est jusque là complètement absent. La montée en charge justifiera-t-elle un jour que l'entreprise produise elle-même les rivets, actuellement fabriqués en Asie ? La question est à l'étude, tout comme celle de croissance externe. Autant de perspectives d'accélération qui pourraient entraîner une ouverture de capital. « *Je ne suis pas du tout opposé à ça* », lance Franck De Bruyne ■ **Olivier Ducuing**



# SEPUR SE MET AU TRI SÉLECTIF DANS L'OISE

**VILLERS-ST-PAUL.** Le spécialiste de la collecte et de la valorisation des déchets vient de reprendre à Paprec l'exploitation d'un des plus grands centres de tri de France.

Le Syndicat Mixte du Département de l'Oise (SMDO) a confié à Sepur l'exploitation de l'un des plus grands centres de tri de France, situé à Villers-St-Paul, près de Creil. C'est la société Paprec qui gérait auparavant cet équipement de 10 000 m<sup>2</sup>. Avec ce contrat, dont l'exploitation a démarré le 1er mai 2024, pour une durée de cinq ans, Sepur assurera le tri et le recyclage de la collecte sélective de 575 communes, comprenant 790 000 habitants.

« Grâce à son système de stockeurs, le centre du SMDO possède un débit très rapide et peut gérer 22 tonnes de déchets à l'heure, et 72 000 tonnes par an », explique David Poujol, le responsable des centres de tri Sepur. Il est l'un des seuls en France capable de trier l'ensemble des résines plastiques que les habitants placent dans les poubelles de tri sélectif (les jaunes). En tout, il peut expédier 18 matières dans les filières de recyclage.

L'intelligence artificielle s'y déploie, avec des systèmes de portique qui contrôlent la qualité des produits. « C'est l'avenir des centres de tri, assure David Poujol. L'IA évite des débuts d'incendie ou des casses machines en empêchant l'introduction de batteries ou de bouteilles de gaz. En sortie, ça permet d'avoir des filières de produits optimales. »

Le centre SMDO se distingue par sa



démarche sociale et sa volonté de favoriser l'inclusion, en employant des personnes en insertion professionnelle et des handicapés. En collaborant avec l'association locale Réseau Coup de Main, l'entreprise a pu intégrer 30 personnes en insertion professionnelle. Elles sont complétées par 14 personnes en situation de handicap, grâce à un partenariat avec ACVO (l'Atelier du Compiégnois et de la Vallée de l'Oise). Au total, 80 personnes travaillent à Villers-Saint-Paul.

Fondé il y a 60 ans avec une mission de service public, Sepur est le leader de la gestion des déchets en Ile-de-France. Le groupe, qui accompagne 1 300 communes dans l'Hexagone, est à la tête de 132 sites d'exploitation dans toute la France, pour un chiffre d'affaires de 374 M€, avec 3 500 collaborateurs. Le site de Villers-Saint-Paul est son sixième centre de tri en France et lui permet d'être le leader de la collecte dans l'Oise ■ Y.S.

## GALLOREMA RELEVE TOUS LES DÉFIS

COMME NOS ATHLÈTES FRANÇAIS



Lève et Rayonne

**4 AGENCES DANS LE NORD-EST**

AISNE : 03 23 72 43 79 | MARNE : 03 26 49 15 11  
AUBE : 03 25 49 53 55 | NORD : 03 21 07 62 62



[www.gallorema.fr](http://www.gallorema.fr) / [commercial@gallorema.fr](mailto:commercial@gallorema.fr)



## RABOT-DUTILLEUL GLISSE SUR LA CRISE IMMOBILIÈRE

**LILLE.** Alors que le marché de l'immobilier fait grise mine, le groupe familial affiche au contraire un exercice 2023 en croissance de 7%.

**T**rès belle performance pour Rabot-Dutilleul en 2023. Le groupe familial centenaire vient d'achever un exercice en croissance nette de 7%, avec un chiffre d'affaires de 350 M€, avec ses 850 collaborateurs. Un résultat qu'il faut placer au regard d'une conjoncture immobilière très dégradée avec la conjonction de la hausse des taux d'intérêt, de la hausse des prix et de la mise en place du zéro artificialisation nette. Rabot Dutilleul met en avant son positionnement favorable sur des secteurs porteurs, tels que la rénovation énergétique, la réhabilitation lourde, le montage immobilier ou encore le métier de contractant général. Un positionnement stratégique acté depuis trois ans et qui porte aujourd'hui ses fruits. L'entreprise souligne aussi une bonne maîtrise du risque dans le montage



De gauche à droite : Frédéric Sternheim, Pierre Craye et François Dutilleul, les dirigeants de Rabot-Dutilleul.

immobilier, en se concentrant sur des projets pré-vendus à des investisseurs ou à des clients utilisateurs. Si 2023 s'est avérée une bonne année, 2024 part très bien aussi avec une perspective de croissance d'activité. Le

groupe, qui réalise les deux tiers de son chiffre d'affaires en France et un tiers en Belgique, revendique « un carnet de commandes bien rempli et bien orienté », vers des projets à long terme et à forte valeur ajoutée. L'axe de la réhabilitation est non seulement porteur économiquement mais aussi vertueux pour la planète. Il devrait contribuer à l'ambition du groupe d'abaisser son impact carbone de 30% à l'horizon 2030.

Parmi les projets importants que gère actuellement Rabot-Dutilleul, signalons la bibliothèque universitaire de Villeneuve-d'Ascq, le siège régional de Vilogia à Montrouge, ou le campus de l'ICAM à Lille. Par ailleurs, le groupe vient de gagner la consultation de la MEL sur deux bâtiments d'excellence du site Blanchemaille à Roubaix, en groupement avec Ville Renouvelée, Atelier 9.81, Projex Ingénierie et Neo-Eco ■ **O.D.**

## SIA HABITAT PASSE LA SURMULTIPLIÉE POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

**DOUAI.** Le bailleur prévoit d'investir 1 milliard d'euros dans les 10 ans pour la réhabilitation de son parc, avec un effort particulier sur la massification énergétique.

**E**liminer les passoires thermiques de son parc à l'horizon 2034 : voilà le défi que s'est fixé le bailleur social SIA Habitat, membre de Groupe Habitat en Région (réseau Caisse d'Épargne). Il s'agit de répondre aux exigences législatives, mais sous grosse contrainte pour le bailleur issu du logement minier : si le classement Unesco d'une partie de l'ancien bassin minier apporte une légitime fierté au territoire, il entraîne des conséquences lourdes en terme de réhabilitation, qui doit impérativement préserver le bâti extérieur. Pas question par exemple d'isoler par l'extérieur. Or l'isolation intérieure coûte 15 à 20 K€ de plus par logement et ampute ce dernier de 3 m2 en moyenne. Néanmoins, SIA Habitat entend jouer pleinement les bons élèves et a programmé un volume considérable de plus de 1 000 réhabilitations par an

qui l'amènera à avoir rénové près du quart de son parc en dix ans. Soit un montant d'environ un milliard d'euros sur dix ans, comparable à l'enveloppe dévolue à la construction de logements neufs. Le bailleur a déjà largement engagé le travail avec 3 000 logements miniers du parc ayant fait l'objet d'une réhabilitation énergétique, dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier (ERBM), et un total de 7 400 logements réhabilités depuis 2012 dans l'ancien bassin minier. Les enjeux sont énormes car la réhabilitation représente un investissement de 95 à 100 K€ par logement, dont 35% directement liés à l'isolation ther-



mique, le reste pour l'amélioration, l'accessibilité, la sécurité ou encore les équipements. Le jeu en vaut la chandelle puisque la consommation d'énergie à l'issue des travaux est abaissée de 40% en moyenne. « On fera partie des rares bailleurs à respecter les jalons de l'éradication des passoires thermiques », se réjouit Pierre Tonneau, tout nouveau directeur de l'entreprise depuis début avril ■ **O.D.**

# La location d'utilitaires et de camions, une solution aussi ponctuelle que durable

Pour en comprendre les avantages, nous nous sommes tournés vers Denis Nonque, responsable de la filiale location des Ets Coquidé, distributeur et réparateur Renault Trucks, avec la marque Clovis.

## Pourquoi louer au lieu d'acheter un véhicule ?

Bien des raisons poussent à vouloir louer un véhicule professionnel, affirme Denis Nonque, qui assiste à l'essor de la location notamment de longue durée, depuis plusieurs années.

« C'est avant tout une question de simplicité, dans le transport public comme privé, alors que le coût global lié à un véhicule peut tenir sur une seule ligne budgétaire et que les démarches annexes sont assurées par nos équipes », nous dit-il.

De fait, la location de longue durée intègre automatiquement l'entretien, les obligations réglementaires, le remplacement des pneumatiques et la fourniture d'un véhicule de prêt en cas de panne ou de sinistre, le tout en contrepartie d'une mensualité unique et sans surprise.

À cela peuvent s'ajouter d'autres prestations comme l'assurance, et même les lavages du véhicule.

Par ailleurs, la location permet de tester une nouvelle tournée sans s'engager sur un achat important, de palier un surcroît d'activité ou



Denis Nonque, responsable de la filiale location des Ets Coquidé avec la marque Clovis.



encore, de disposer d'un véhicule immédiatement en cas de sinistre.

## La location est-elle intéressante financièrement ?

Denis Nonque assure que « louer un véhicule ne revient certainement pas plus cher que de l'acheter lorsque tous les coûts sont comptabilisés, y compris le temps passé ». D'abord parce que les contrats sont conçus sur-mesure, en vue de répondre au besoin exact du client en termes de durée et de dimensionnement.

Soulignons que si un véhicule neuf est fourni dès l'établissement d'un contrat de 36 mois ou plus, la location de courte durée (à la journée, à la semaine ou au mois) permet de son côté de s'adapter à tout imprévu professionnel sans subir un coût disproportionné.

Également et c'est essentiel, la location évite de mobiliser des liquidités, des lignes d'endettement et du temps de gestion, qui peuvent ainsi être alloués au véritable métier de l'entreprise et à son développement.

## Peut-on commander un véhicule sur-mesure en location ?

La location est toujours élaborée de manière personnalisée par un

commercial qui se déplace chez le professionnel pour prendre la mesure du besoin et apporter son conseil. Le cahier des charges tient compte des prestations utiles et du kilométrage qu'il est prévu de réaliser, dans le but de commander le véhicule parfaitement adapté à la mission.

Denis Nonque précise que la gamme prévue pour la location est disponible en thermique comme en électrique ou fonctionnant au colza (B100). Retrouvez ainsi le Trafic, le Master et les poids lourds de 4,5 tonnes à 32 tonnes, sans oublier les tracteurs routiers.

Ajoutons la possibilité de louer des véhicules spécialisés en version électrique, comme des bennes à ordures ménagères, bennes-grues ou encore, vélos-cargos.

Enfin, lorsqu'un utilitaire ou poids-lourd neuf est commandé en location longue durée, un véhicule aux caractéristiques similaires peut être mis temporairement à disposition pour assurer la continuité du service. La flexibilité est la règle de A à Z !

*« Louer un véhicule ne revient certainement pas plus cher que de l'acheter lorsque tous les coûts sont comptabilisés, y compris le temps passé »*

**Plus d'informations :**  
[ets-coquide.fr/location](http://ets-coquide.fr/location)

# WILLEMSE S'ENRACINE AU PAYS DE LA TULIPE

Le spécialiste français du e-commerce de plantes de jardin ose l'export, grâce au rachat du néerlandais Bakker.com.

Attaquer quatre pays européens d'un seul coup, voilà le défi de cette PME de la métropole lilloise. Tout part d'une opportunité en juillet 2022. En quinze jours, son PDG Ludovic Dewavrin (photo), accompagné par le cabinet Diligentia, prend la décision de racheter en fonds propres son concurrent néerlandais Bakker, alors en dépôt de bilan. L'occasion de s'imposer un peu plus sur un marché concurrentiel, dominé par les jardineries et la grande distribution. Le digital n'en représente que 3%. Avec cette fusion, l'entreprise de Neuville-en-Ferrain compte changer de périmètre et exporter. Elle espère bénéficier de la clientèle européenne de sa cible et de son expertise en stratégie digitale. Elle acquiert alors ses actifs immatériels : la marque et les sites. Les premiers mois de la fusion sont complexes. Pour faire face à la hausse d'activité (chiffre d'affaires non transmis) dès mars 2023, la surface de stockage est doublée.

Un deuxième entrepôt est opérationnel en septembre 2023 et 17 emplois créés. 7 200 m<sup>2</sup> sont désormais disponibles pour recevoir les plantes et les graines, les emballer, préparer les commandes et les acheminer aux 250 000 clients particuliers. Côté stratégie digitale, les sites willemse-france.fr et bakker.com sont actualisés, avec des fiches produits de 5 000 références de plantes et 1 000 références de graines traduites en trois langues (anglais, allemand, néerlandais), et adaptées à chaque pays. Et le recours à l'intelligence artificielle permet d'optimiser l'expérience client. Autant d'investissements qui pèsent sur la rentabilité.

## PAYS CIBLÉS

L'expérience passée incite à la prudence. Willemse a déjà connu un plan de sauvegarde entre 2012 et 2020,



**WILLEMSE ENTEND DEVENIR LE LEADER EUROPÉEN DU E-COMMERCE DES PLANTES DE JARDIN DANS LES CINQ ANS**

imposant certains réflexes de gestion. Aussi, après une année 2023 en demi-teinte, la direction décide-t-elle de n'ouvrir que les marchés néerlandais, mais aussi belge, allemand et autrichien. « Il s'agit de reconstruire une base de clients fidèles. L'ouverture du Royaume-Uni et de la Suisse, anciens marchés de Bakker, est reportée. Situés hors zone euro, ils demandent des passeports phytosanitaires pour chaque produit qui nécessitent trop de suivi administratif », souligne le PDG, membre du réseau de managers CEPI. « Nos forces historiques restent en revanche inchangées avec une gamme plus large que les concurrents, une qualité supérieure et un savoir-faire du commerce à distance. » C'est la troisième génération à la tête de l'entreprise créée

en 1962 par son grand-père Anselme Dewavrin (également fondateur de Verbaudet).

Pour cette équipe de 43 salariés (plus d'une centaine lors des pics d'activité), les choix stratégiques payent début 2024, avec le retour de la rentabilité et une part à l'export représentant 30% de l'activité. Ludovic Dewavrin n'hésite plus à afficher son ambition : « Devenir dans les cinq ans le leader européen du e-commerce des plantes de jardin. Cela passera par une activité doublée, une part à l'export de 50% et plus d'espaces de stockage. » Un enthousiasme partagé le 20 avril dernier in situ, en présence du ministre Gérard Darmanin et de diverses personnalités, pour fêter le lancement à l'international de Willemse ■

**Anne Henry-Castelbou**

# YEAH PA !, UNE NOUVELLE VISION DES JEUX DE SOCIÉTÉ

**ANTHONY TOULEMONDE ET PAUL WATTINNE**  
animent des événements  
avec des jeux afin de  
renforcer la cohésion  
entre les équipes.

« **A**vec le jeu, on peut créer du lien dans les entreprises, en faire des lieux de convivialité. » Pour Anthony Toulemonde (photo), le cofondateur de Yeah Pa ! avec Paul Wattinne, son ami d'enfance, il est plus facile de provoquer des rencontres avec un jeu qu'autour d'une machine à café. En lançant leur entreprise en mars 2022, les deux associés de 39 ans voulaient proposer des jeux marrants et adaptés à tous. Ils en ont développé une quarantaine, entre « jeux traditionnels » (pétanque, ping-pong, fléchettes), et « bars » (bar à mimes, du juste prix, à énigmes...).  
« Notre premier souci a été de trouver les bonnes personnes à qui s'adresser, se rappelle Anthony Toulemonde, car le jeu, c'est un budget qui

n'existait pas dans les entreprises. Le concept avait aussi besoin d'être affiné ». Ce qui a été fait lors d'une soirée au Garage, à Lille. Les responsables de l'espace de co-working demandent à Yeah Pa ! d'animer une soirée afin que les gens travaillant au même endroit se connaissent. C'est une révélation. « Aujourd'hui, on vend des événements. ». Ils représentent 95% du chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 500k€ lors de l'exercice 2023-2024, réalisé avec 9 personnes (6 salariés, 3 alternants).

Les animations créent la différence. L'entreprise a constitué un réseau d'une centaine d'animateurs, composé d'étudiants et d'acteurs. A Paris, elle a signé un partenariat avec une école de théâtre. « On veut proposer le job étudiant le plus cool du monde. On veut du sourire, du dynamisme, de la pêche. »

La société lauréate 2024 du Réseau Entreprendre, qui doit son nom à une réplique de Pierre Niney dans le film « Five », est installée à Roubaix, dans les anciens locaux de Blanche

Maille, à Euratechnologies. Depuis début mai, elle a investi de nouveaux bureaux à Saint-Ouen pour accompagner son essor à Paris. Car la capitale est « la grosse priorité ». « Vu le nombre d'entreprises, notre potentiel est énorme, estime Anthony Toulemonde. Quand on saura faire parfaitement Paris, on pourra s'intéresser à Bruxelles et à Lyon. Il faut des villes où il y a de gros bassins d'entreprises. Et il n'y en a pas tant que ça. »

■ Yann Suty



# L'ARMÉE COMME VIVIER DE PROFILS DE VALEUR(S)

**SOPHIE PUPIER.** Elle lance à Lille Sofia, un cabinet RH dédié au placement d'anciens militaires. Un type de profil recherché mais qui suppose un travail d'accompagnement.

**P**as moins de 20 000 militaires quittent l'armée française tous les ans. C'est ce qui est aussi arrivé à Sophie Pupier, une jeune femme de 32 ans aujourd'hui. Après avoir été attirée par la grande muette lors de la journée défense et citoyenneté (JDC), cette native de Loire-Atlantique s'est d'abord engagée dans la réserve militaire avant même ses 18 ans, avant de suivre un master en ressources humaines et de s'engager cette fois dans l'armée active. Elle a passé au total 15 ans sous les drapeaux dans l'armée de terre, dans des services de ressources humaines, avant de choisir la vie civile et ses deux enfants, ayant elle-même un mari officier, soumis à de fréquentes mutations.

« Je suis un peu bilingue des deux milieux civil et militaire. Or le militaire qui quitte l'armée est complètement dépaycé. Le civil est beaucoup moins structuré, a un autre langage,



d'autres codes, il faut être accompagné ». S'il existe un organe de reconversion au sein de l'armée, il est insuffisant pour absorber l'importance des flux, mais paradoxalement peu de structures privées existent. C'est sur ce créneau que Sophie Pupier s'est lancée en 2023 en créant Sofia, cabinet spécialisé dans le recrutement de militaires en reconversion, dans les Hauts-de-France et l'Île-de-France. L'activité s'est vraiment développée depuis janvier, avec plus d'une centaine de militaires déjà passés en entretien, un volume de 70 postes à pourvoir, et déjà 2 à 3 placements

par mois. Pour la majorité (70%), ce sont des officiers, soit ayant récemment quitté l'armée, soit en recherche de nouvelles opportunités. Il s'agit d'abord de sélectionner et de qualifier les candidats, et de les préparer pour optimiser leurs chances. Mais Sophie Pupier est très convaincue des arguments fondamentaux des anciens militaires : ils portent des valeurs, un sens de la mission ainsi qu'un savoir-être qui sont particulièrement recherchés dans le privé. Les secteurs les plus demandeurs sont jusqu'à présent la logistique, le BTP, la sécurité mais aussi l'univers de l'IT.

Si Sophie Pupier travaille en solo avec plusieurs partenaires externes (un spécialiste de la Marine et un autre de l'armée de l'air, notamment), elle compte monter en régime dès la rentrée prochaine. Avec de nouveaux locaux à proximité de la gare de Lille, des premiers recrutements et le lancement de services d'accompagnement complémentaire : comment chercher un emploi, gérer son compte LinkedIn, conduire un entretien... Elle ne se donne aucun objectif chiffré. Et quelles que soient les prochaines mutations de son mari, assure que le siège de Sofia restera lillois ■ F.P.

**Souscrivez un abonnement de soutien !  
Vous aimez une presse locale  
fiable, sérieuse et indépendante ?**

# éco 121

**vous propose un abonnement  
premium de soutien.**

Il comprend :

- **10 exemplaires** papier chaque mois
- un **accès intégral** au web (numéro en cours et archives)
- un **accès privilégié** aux partenariats Eco121 (concerts, événements...)
- des rencontres avec la rédaction au travers du club Eco121
- une **newsletter** dédiée à la vie de votre journal



CONTACTEZ-NOUS AU 03 55 33 21 05 OU PAR MAIL À [COURRIER@ECO-121.FR](mailto:COURRIER@ECO-121.FR)

Je souscris à un abonnement de soutien à Eco121 pour un montant de 1000 €

Règlement

Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse

Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM	PRÉNOM
SOCIÉTÉ / ORGANISATION	
ADRESSE	
VILLE	CODE POSTAL
E-MAIL	TÉL.

**éco 121**  
ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
300 RUE DE LILLE  
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE



**SAMUEL DOS SANTOS**

RESPONSABLE CORPORATE BANQUE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE PAR BANQUE POPULAIRE DU NORD

# L'ÉPARGNE PRIVÉE, MOTEUR INCONTOURNABLE POUR LE FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Union européenne s'est fixé l'objectif ambitieux de réduire de 55% ses émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030 (Fit for 55). Pour réussir cette transition, des investissements colossaux sont nécessaires, estimés à 1 241 milliards d'euros par an d'ici à 2030 à l'échelle européenne. Notre territoire devra en prendre sa part et l'annonce récente d'un investissement de 1,8 milliard d'euros pour la décarbonation du site d'ArcelorMittal à Dunkerque, avec le soutien de l'Etat, en est une bonne illustration. Les fonds publics, bien que significatifs, ne suffiront toutefois pas à couvrir l'ampleur des besoins financiers.

## L'ÉPARGNE PRIVÉE : UN POTENTIEL INEXPLOITÉ

L'épargne privée, regroupant les fonds des ménages, des entreprises et des investisseurs institutionnels, représente une source de financement conséquente. En 2023, l'épargne des ménages en France seule s'élevait à 4 427 milliards d'euros selon une étude publiée par BPCE, soit largement supérieure aux 3 000 milliards de la dette publique française. Plus des deux tiers de ces fonds dorment sur des comptes bancaires ou sont placés en épargne dite réglementée (assurance vie, livret d'épargne). Une mobilisation même partielle de ces ressources vers des projets de transition énergétique pourrait transformer le paysage énergétique global.

## LES DÉFIS À SURMONTER

Les investissements dans la transition énergétique sont parfois perçus comme plus risqués que les investissements traditionnels, et tous les projets ne sont pas nécessairement prêts à recevoir des investissements privés. Par ailleurs, les produits proposés aux épargnants (comptes d'épargne) sont trop souvent liquides et garantis, ce qui contraint nécessairement la part des encours pouvant être allouée à des actifs de long terme, plus risqués. Il est donc crucial de développer



des projets solides et viables économiquement. Le défi des institutions financières, et en particulier des banques, consiste désormais à jouer pleinement leur rôle d'intermédiation bancaire, en orientant cette épargne vers des projets de transition énergétique et environnementale. A ce titre, la première étape indispensable pour accélérer les transitions, est de développer des produits d'épargne de long terme, investis sur notre territoire. Il est également primordial d'apporter plus de transparence et de traçabilité aux épargnants afin d'assurer que leur argent est utilisé de manière éthique et durable, conformément à la taxonomie européenne. Notre région se veut innovante en la matière puisque plusieurs initiatives ont déjà été lancées (livret Rev3 du Crédit Coopératif, livret Transition Énergétique de la Banque Populaire du Nord) mais qui restent insuffisamment relayées à l'échelle nationale.

L'épargne privée possède donc un potentiel énorme pour financer la transition énergétique de notre région. En mobili-

sant ces fonds par le biais de mécanismes financiers innovants, il est possible de combler le fossé financier nécessaire pour atteindre un avenir énergétique durable. La transition énergétique ne pourra être réussie sans l'implication active et la confiance des épargnants privés. Il faudra néanmoins pour cela que les Français prennent conscience du pouvoir économique que représente leur épargne! ■



**"LES FONDS PUBLICS, BIEN QUE SIGNIFICATIFS, NE SUFFIRONT PAS À COUVRIR L'AMPLEUR DES BESOINS FINANCIERS"**



# HERBEAU RENOUE AVEC SES GÈNES

Après avoir cédé il y a douze ans l'entreprise familiale de robinetterie haut de gamme, Lionel Herbeau, représentant la cinquième génération, vient de la racheter à Winckelmans.

Retour au bercail ! Herbeau, entreprise de robinetterie de luxe, créée en 1857 par Louis Herbeau, revient dans la famille. Il y a 12 ans, le fabricant de céramiques Winckelmans l'avait acquise, alors en difficulté. L'opération a été conduite par Lionel Herbeau, qui a démenagé l'entreprise à Villeneuve-d'Ascq en janvier. « Nous n'avons même pas encore vidé tous les cartons », s'amuse le représentant de la cinquième génération, à la tête de 14 personnes, 8 au siège et 6 à l'usine de Desvres, l'une des quatre dernières fabriquant de la céramique en France.

Lionel Herbeau avait rejoint l'entreprise familiale en 1997. « Pendant dix ans, ça a été une épopée extraordinaire », se rappelle-t-il. La croissance est forte, le chiffre d'affaires grimpe à 7M€. « Mais nous avions grandi trop vite. Nous étions un colosse aux pieds d'argile. » Les problèmes de trésorerie s'accroissent. Puis la crise des subprimes éclate en 2008 aux États-Unis, son marché phare. S'ensuit une période de « descente aux enfers. » Pour sauvegarder

emplois et savoir-faire, le jeune dirigeant se résigne à appeler à l'aide, tout en gardant dans un coin de tête l'idée d'un rachat.

## « LIONEL 6TH »

De retour aux commandes, il lance une phase de structuration. « On a su faire 7 M€, l'objectif est de remonter dans ces eaux-là. On est encore trop petit, trop fragile. La pérennité passera par une taille critique. » Le chiffre d'affaires de la société se limite aujourd'hui à 1 M€, dont 60% à l'export. Dont la moitié pour les seuls États-Unis. « Les Américains apprécient notre style rétro. Ils sont très friands du french art de vivre et du côté family business. Pour eux, je suis Lionel 5th ! »

Le dirigeant veut envoyer les voiles. L'entreprise a changé de logiciel informatique. Elle opère une refonte de sa base de données afin d'ouvrir un site de vente en ligne, alors qu'elle ne vend actuellement qu'en gros. Elle développe de nouveaux produits. Le marché américain va être dynamisé. Et la communication entend désor-

mais repositionner Herbeau comme une marque de luxe soucieuse de la planète. Car Lionel Herbeau croit fort au régénératif comme gisement de croissance. Il a inscrit l'entreprise à la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC). « Pour l'instant, c'est une volonté, mais ça fait partie de notre feuille de route 2030. On pense à la génération à venir. L'objectif, c'est d'aller vers une croissance respectueuse de l'environnement. » Le dirigeant évoque pêle-mêle la réutilisation des déchets de production, la commercialisation de produits déclassifiés ou la remise en état de produits anciens, quitte à les racheter... sur Le Bon Coin !

Le lauréat Réseau Entreprendre Nord 2024 attend aussi beaucoup de l'intelligence artificielle. Surprenant pour une entreprise à la logique artisanale ? Lui l'envisage plutôt pour le marketing. « L'IA nous permettra de mettre en scène nos produits dans des décors particuliers, sans avoir à effectuer de prises de vue. » La céramique ne cultive pas seulement le côté rétro ■ Yann Suty



« LA PÉRENNITÉ PASSERA PAR UNE TAILLE CRITIQUE »  
LIONEL HERBEAU



CHU de Lille  
FONDS DE DOTATION



CREATE & LIVE



CHU  
LILLE

# SOIRÉE DE GALA

MARDI 18 JUIN 2024



Au Zénith de Lille

1, Bd des Cités Unies, 59777 Lille

Acteurs du territoire, agissons ensemble  
pour un système de santé d'excellence,  
inclusif et solidaire !

Le CHU de Lille et Lille Grand Palais-Zenith conjuguent leurs énergies pour porter un projet essentiel : la création de la Maison des Victimes de violences au cœur du campus hospitalier lillois. Assister à cette soirée, c'est défendre l'excellence des soins pour tous, c'est affirmer votre solidarité envers les populations les plus vulnérables, c'est soutenir le CHU de Lille, fleuron du soin, de la recherche et de l'innovation en santé sur notre territoire.

Pour en savoir plus et réserver une table :  
[gala.chu-lille.fr](http://gala.chu-lille.fr)

**ANTOINE BENOIT**  
AVOCAT ASSOCIÉ CHEZ BIGNON LEBRAY

## LA RUPTURE CONVENTIONNELLE SIGNÉE RAPIDEMENT EST VALABLE

La Cour de cassation consolide encore la rupture conventionnelle individuelle.

Rappelons que cette modalité de rupture du contrat de travail à durée indéterminée résulte d'un accord entre l'employeur et le salarié et peut être organisée à la demande de l'un ou de l'autre.

La Cour de cassation a eu l'occasion, à de multiples reprises, de conforter ce mode de rupture spécifique du contrat de travail en la validant notamment lorsque le salarié se trouve en arrêt maladie ou lorsqu'il existe un litige entre les parties.

Seuls un vice de forme, un vice du consentement, un harcèlement ou une discrimination ayant altéré le consentement peuvent remettre en cause la rupture conventionnelle.

Même si la rupture conventionnelle individuelle du contrat de travail à durée indéterminée n'est pas le principal mode de rupture du contrat de travail (chaque année environ 130 000 ruptures conventionnelles sont homologuées contre 200 000 licenciements

pour motif personnel et plus de 500 000 démissions), la jurisprudence lui donne toute l'importance qu'il mérite. Il faut s'en réjouir tant cette modalité de rupture a toute son utilité dans la vie des entreprises et la mobilité des parcours professionnels. Dans un arrêt en date du 13 mars 2024, la Cour de cassation est encore venue conforter la rupture conventionnelle dans l'hypothèse où elle est demandée par écrit par le salarié.

Il n'est pas rare en effet que la rupture conventionnelle soit signée au cours d'un unique entretien organisé rapidement après la demande.

Au cas d'espèce, la rupture conventionnelle avait été signée dans un contexte de fragilité du salarié, le



“SEULS UN VICE DE FORME, UN VICE DU CONSENTEMENT, UN HARCELEMENT OU UNE DISCRIMINATION AYANT ALTÉRÉ LE CONSENTEMENT PEUVENT REMETTRE EN CAUSE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE”

jour même de sa demande et sans la moindre formalisation d'une invitation à un entretien et de la possibilité de se faire assister au cours de cet entretien. Le salarié tentait donc d'obtenir l'annulation, notamment sur ces motifs.

La Cour de cassation n'est pas de cet avis et valide la rupture conventionnelle dès lors qu'aucun vice du consentement n'est avéré et puisque la loi n'instaure aucun délai entre l'entretien au cours duquel les parties conviennent d'une rupture conventionnelle et la signature de la convention de rupture. Conclusion : la rupture conventionnelle signée le jour même de la demande faite par un salarié est valable si un entretien a bien eu lieu et si le consentement du salarié a bien été donné de manière libre et éclairée ■

## CONCILIATION PRUD'HOMALE : UN SUCCÈS GRANDISSANT !

**BRUNO PLATEL**  
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Le contentieux prud'homal connaît depuis l'origine une spécificité consistant, avant l'examen de l'affaire devant le bureau de jugement, en une nécessaire tentative de conciliation qui donne lieu à une audience spécifique dont l'objet principal est de tenter de parvenir à la signature d'un procès-verbal de conciliation signé par les deux parties et le Président de l'audience.

On assiste depuis quelques années à un essor croissant de ce mode de résolution amiable du litige prud'homal engagé par le salarié pour différentes raisons, parmi lesquelles, en premier lieu, l'intérêt partagé des deux parties à éviter l'aléa judiciaire en première instance comme en appel conjugué à la durée de la procédure. Au-delà, l'entrée en vigueur du barème de conciliation a conduit les entreprises comme les salariés et leurs conseils à s'approprier un barème de conciliation qui définit un montant d'indemnité de conciliation en fonction de l'ancienneté, qui à défaut d'être parfait, donne

un cadre de référence.

S'ajoute enfin un traitement fiscal privilégié conduisant à une exonération d'impôt sur le revenu de l'indemnité de conciliation versée au salarié si elle est conforme au barème de conciliation et une neutralisation de cette indemnité dans l'appréciation éventuelle du délai de carence France Travail.

Jusqu'à présent, la seule réserve potentielle à laquelle s'exposait l'entreprise portait sur le risque d'une portée limitée du procès-verbal, induite par la rédaction du code du travail prévoyant que la signature du PV « vaut renonciation des parties à toute réclamation et indemnités relatives à la rupture du contrat de travail » pouvant soulever une interrogation sur la portée d'une clause du PV de conciliation prévoyant une renonciation du salarié à tout litige né ou à naître de l'exécution comme de la rupture du



contrat de travail.

Le doute semble aujourd'hui levé, la Cour de Cassation venant de reconnaître dans une décision du 24 avril dernier, dans une formulation générale, que les parties peuvent librement concilier à la fois sur les conséquences de la rupture mais aussi sur des chefs de demande portant sur l'exécution du contrat de travail.

Ainsi, le PV de conciliation peut valablement inclure par la rédaction d'une formulation générale l'extinction de toute litige

portant notamment sur des rappels de salaires, des heures supplémentaires ou des demandes de dommages et intérêts pour exécution fautive du contrat de travail.

Si cette solution doit être saluée, il est recommandé d'être extrêmement précis dans les termes retenus dans le procès-verbal de conciliation ■

**RÉBECCA FRAY**

CONSULTANTE ET COACHE PROFESSIONNELLE QUINTESSENS

**J'AI ENVIE D'UNE AUTRE VIE**

Il est tout à fait naturel de ressentir parfois un désir ardent de changer de vie professionnelle. Cette aspiration ne relève pas toujours d'une simple lassitude passagère, mais peut être le signe d'une profonde nécessité d'épanouissement personnel. La reconversion professionnelle s'avère alors être une piste à explorer sérieusement.

Les chiffres ne mentent pas : avant la crise sanitaire, 33 % des salariés aspiraient déjà à une nouvelle vie professionnelle, un pourcentage qui a grimpé à 47 % après le confinement. En 2023, cette tendance persiste, avec 50 % des actifs envisageant de changer de métier. Les motivations derrière cette envie de transition sont multiples et révélatrices des aspirations individuelles.

En tant que consultante en transition professionnelle, je suis témoin des histoires de personnes qui ont réalisé que leur carrière actuelle ne les satisfaisait plus pleinement. Parfois, c'est la redécouverte d'une passion ou d'une vocation abandonnée qui les pousse à franchir le pas. D'autres fois, c'est la nécessité de rebondir après un échec ou une difficulté qui les motive. Certains

cherchent à grimper dans l'échelle sociale, tandis que d'autres aspirent simplement à des conditions de travail plus satisfaisantes.

Cependant, parmi toutes ces raisons, la quête de sens semble être l'une des plus prédominantes. De plus en plus de personnes réalisent qu'elles veulent œuvrer dans un domaine qui résonne avec leurs valeurs profondes. Elles refusent de sacrifier leur bien-être et leur épanouissement pour un travail qui ne les satisfait pas pleinement. La reconversion professionnelle devient alors une réponse logique à cette quête de sens.

Bien sûr, la transition vers de nouveaux horizons n'est pas sans embûches. Dépasser l'ego, admettre qu'on ne sait pas tout dès le départ peut être un véritable défi. Ensuite, il y a la pression sociale et les regards scrutateurs de l'entourage qui peuvent rendre cette transition encore plus pé-

rilleuse. Enfin, s'adapter à un nouvel environnement de travail exige non seulement de la flexibilité, mais aussi une bonne dose d'humilité. Mais ne vous méprenez pas, il y a de la lumière au bout du tunnel pour ces professionnels chevronnés. La reconversion leur offre l'opportunité d'explorer de nouvelles compé-

tences, d'élargir leurs horizons, de redécouvrir leur créativité, de se réaligner avec leurs véritables passions.

En définitive, la reconversion professionnelle est un investissement à son propre développement. C'est un choix qui nécessite réflexion et engagement, mais dont les bénéfices potentiels, tant sur le plan professionnel que personnel sont inestimables. Alors, que vous soyez en quête de sens, de passion ou simplement d'un renouveau profes-

sionnel, n'ayez pas peur de vous aventurer dans cet inconnu. Osez le voyage, osez vous réinventer ! ■



**"DE PLUS EN PLUS DE PERSONNES RÉALISENT QU'ELLES VEULENT ŒUVRER DANS UN DOMAINE QUI RÉSONNE AVEC LEURS VALEURS PROFONDES"**

**Un managé n'est pas forcément un manager**

Parfois, une petite lettre change tout. Dans la tribune « Que le manager s'occupe de nous, on s'occupe du reste ! » de Pascaline de Ruyver, parue dans le numéro 140 d'Eco 121, une petite erreur a changé le sens du propos. La directrice associée de Quintesens évoquait le cas d'un ouvrier de Michelin, Jean-Michel Frixon, qui a écrit deux livres où il faisait état de son statut de « managé ». Un néologisme qui a été transformé en « manager ». Ce qui entraîne un changement de statut, mais aussi de point de vue.

ADONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR) !

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

**éco 121**  
 ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
 300 RUE DE LILLE  
 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

## CONCERTS VINTAGE À RÉTRO C TROP

Un rendez-vous pour les nostalgiques ! Le festival Rétro C Trop invite des artistes qui se font plus rares et qui évoqueront à certains de beaux souvenirs de jeunesse. Deep Purple, Patti Smith, Soft Cell, The Nits, Slade... Ces artistes de légende des années 1950 à 2000 se donnent rendez-vous au Château de Tilloloy, à proximité d'Amiens. Ils se produiront sur la scène installée devant le château ayant appartenu au grand veneur de Louis XIV, au cœur d'un parc arboré de 150 hectares.

**Festival Retro C Trop**  
**Les 28-29 et 30 juin au Château de Tilloloy**  
**Billetterie : [www.retroctrop.fr](http://www.retroctrop.fr)**



© Jérôme Pouille



## MAIN SQUARE FESTIVAL

Le Main Square Festival revient comme chaque année avec un plateau fourni. Justice, Lenny Kravitz, Placebo, Tom Odell, Sean Paul, Ninho, Eddy de Pretto ou Avril Lavigne se succéderont sur les différentes scènes de la Citadelle d'Arras, du 4 au 7 juillet. Soit un panorama très large des musiques actuelles, mais aussi de la scène musicale locale avec la présence de nombreux musiciens de la région.

**Main Square Festival**  
**Les 4, 5, 6 et 7 juillet à la Citadelle d'Arras.**  
**Billetterie : [mainsquarefestival.fr](http://mainsquarefestival.fr)**

## MONSTRES ET HÉROS DU CINÉMA À SAINT-QUENTIN

Il est encore temps de se rendre à Saint-Quentin pour l'exposition « Monstres et Héros du cinéma » qui propose un voyage à travers des films de Steven Spielberg, George Lucas, James Cameron ou Luc Besson et des films comme Indiana Jones, Abyss, Alien, Adèle Blanc-Sec, Le cinquième élément ou Star Wars. Des costumes, des maquettes, des décors, des objets et des masques plongent les visiteurs dans la mythologie ancestrale du combat entre le bien et le mal. Des ateliers pour les enfants complètent l'exposition.

**Galerie Saint-Jacques, Saint-Quentin, en collaboration avec Starfix Cinéma & Pop Culture Muséum.**  
**Jusqu'au 3 novembre 2024**  
**Exposition : 2€**  
**Renseignements : [www.saint-quentin.fr](http://www.saint-quentin.fr)**



© Marco Borggreve

## LA DER D'ALEXANDRE BLOCH A L'ONL

Pour les Nuits d'été 2024, l'Orchestre National de Lille s'aventure dans le Paris de la Belle Époque... Par un hiver glacial, quatre amis sans le sou mènent une vie de bohème où seuls l'amour et l'art réchauffent les cœurs. Amour, humour et amitié sont au cœur de cette symphonie de Puccini. Il s'agira des derniers spectacles dirigés par Alexandre Bloch qui occupait depuis huit ans le poste de directeur musical de l'ONL. Les musiciens de l'ONL seront accompagnés du London Philharmonia Chorus et du Jeune Chœur des Hauts-de-France, tandis que l'illustrateur Grégoire Pont projette en direct des créations originales. Une expérience aussi sonore que visuelle.

**La Bohème, Concert symphonique Au Nouveau Siècle, Lille**  
**Les 4 et 5 juillet 2024**  
**Tarifs : 10/48€**  
**Billetterie : [www.onlille.com](http://www.onlille.com) - 03 20 12 82 40**





## YUIMA NAKAZATO, AU-DELÀ DE LA COUTURE

La Cité de la dentelle et de la mode de Calais présente la première exposition monographique consacrée au créateur de mode d'avant-garde japonais Yuima Nakazato. Il propose une œuvre qui mixe savoir-faire séculaires japonais et haute technologie. Dans un univers poétique et futuriste pensé avec le créateur, l'exposition présentera une cinquantaine de vêtements issus de ses collections couture. Le processus créatif du créateur sera dévoilé à travers des accessoires, des croquis de mode, des dessins techniques, des échantillons de matières, des photographies de mode ainsi que des vidéos.

**Yuima Nakazato, au-delà de la couture.**  
Cité de la dentelle et de la mode de Calais.  
Du 15 juin 2024 au 5 janvier 2025.  
Ouvert tous les jours de 10h à 18h. Fermé le mardi.  
7€/4€  
[www.cite-dentelle.fr](http://www.cite-dentelle.fr) / 03 21 00 42 30

©Yasumari Kikuma



## BIÈRE LUDIQUE

La brasserie familiale Castelain, à Bénifontaine, s'offre un nouvel écrin muséal. L'entreprise bientôt centenaire (1926) bien connue pour sa Ch'ti a transformé d'anciennes salles de production inutilisées en un nouvel espace, baptisé le Spot. Rien à voir avec l'ancien petit écomusée mais un lieu convivial et pédagogique à la mise en scène moderne et interactive racontant l'histoire de l'entreprise et les procédés brassicoles à travers des installations vidéo, sonores et même olfactives. Une expérience immersive à 360°, qui s'achève bien sûr par une taproom, lieu de dégustation.

**Le Spot, 13 rue Pasteur, 62410 Bénifontaine**  
Du mercredi au samedi  
Réserver sa visite au 03 21 08 68 68 ou [contact@le-spot-brasseriecastelain.fr](mailto:contact@le-spot-brasseriecastelain.fr)  
Pour les particuliers : 10 € (incluant 3 dégustations)

©D.R.



## CONCERTS CLASSIQUES EN FORÊT

Des concerts symphoniques, pyrotechniques ou avec vidéo-mapping dans des lieux d'exception comme le Théâtre Impérial de Compiègne ou l'Abbaye d'Ourscamp. Des concerts en forêt ou des concerts-randonnées. Des concerts intimes en ville ou au cœur de villages de charme. Pour sa 32ème édition, le Festival des Forêts continue de tisser des liens inattendus entre nature et art dans 15 sites magnifiques des forêts de Compiègne et de Laigue. Cette année, il se placera sous la devise olympique « Plus vite, plus haut, plus fort... ensemble ! » pour mettre en avant l'harmonie entre le corps et l'esprit, et ouvrir à des expériences sensorielles.

Le Festival des Forêts - 15 concerts / 6 Bains de forêts musicaux / 200 artistes / 16 sites remarquables et insolites  
Renseignements et billetterie : [www.festivaldesforets.f](http://www.festivaldesforets.f)

©D.R.

# Le goût d'ÉCO121

COMME TOUS LES MOIS, **DIDIER NICOLAS** POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. DE MOIS-CI, **AU ROSAE, À MOUSCRON.**



## Luxe, calme et belle gastronomie au Rosae de Mouscron

La ville frontalière offre depuis avril une nouvelle adresse fort séduisante dans une ancienne ferme superbement rénovée, sous la baguette du chef Renaud Tant.



Sur les hauteurs de Mouscron, le domaine des Charmettes fut créé dans l'ancienne ferme Bertin pour y recevoir des événements privés (mariages, baptêmes, etc) dès les années 70. La famille Coussement, propriétaire de la bien connue brasserie La Cloche depuis 1958, l'acquiert en 1986. Deux ans de travaux intenses par la 3e génération de la famille (groupe Moresto) viennent d'en faire un superbe lieu avec la création, outre les salons de réception, d'un restaurant gastronomique. Par une grande baie vitrée, le Rosae, ouvert en avril, donne sur un jardin joliment dessiné, arboré et fleuri (d'où le nom du restaurant). La salle, spacieuse, y est très claire, avec sol pavé, brique et vieille menuiserie sablées, grande terrasse, et les tables, prochainement nappées, sont confortablement espacées.

La carte de Renaud Tant se compose de 3 entrées, 3 plats et 2 desserts. En amuse-bouche, une bouchée de concombre et chèvre sur biscuit, et de tartare de bœuf, dont la grosse coupe au couteau compromet la fine sauce à l'épinard. En entrées, le « veau en tartare et carpaccio, miso, espuma aux herbes et poireau », tendre et bien re-

levé, le « poireau braisé, mange-tout burrata au pourpier », fort plaisant, et la « raie, asperges, capron et betterave » sont des réussites grâce aux goûts subtils et l'alternance des consistances. Pour suivre la « lotte cuite sur l'os, langoustine à la flamme, jus de têtes, risotto au pecorino, chou-fleur, patate douce » très séduisant par la remarquable cuisson de la langoustine, avec réserve pour le riz (tout riz n'est pas risotto, qui ne se sert pas en accompagnement), le « bœuf de Normandie Rossini, pomme sarladaise, petits pois à la française, carotte nouvelle » avec sa cuisson juste du filet, son foie gras bien saisi, malgré sa pomme sarladaise qui n'en est pas une et les cacahuètes brisées superflues, demeure une belle assiette pour amateur. A la carte figurait aussi l'« agneau confit et rôti, patate douce, navet, millefeuille de bintje ». En desserts, les « fraises de Lesdain, tartelette, chiboust, chocolat, sorbet fraise » (la pâte est croustillante mais manque de finesse), et le « chocolat, ganache, crumble cacahuète, mousse de lait » clôturent le repas comme il faut.

Sans défauts majeurs, les assiettes sont plus copieuses que ne laissent présager

les photos du site, lui-même bien fait. Elles présentent toutes des qualités certaines. Le pain maison est agréablement croustillant. Côté vins (au verre), le blanc espagnol de la Finca Montepredoso (province de Valladolid) est surprenant de fraîcheur fruitée, le costières de Nîmes, le Saint Nicolas de Bourgueil du Domaine Audebert, et le languedoc bio du Domaine Boucabelle ne sont pas en reste ; la belle carte des vins a l'avantage de commentaires éclairants. L'élégance du service va jusqu'à proposer les loire « frais ou tempérés ». Voici une nouvelle adresse qui ne laisse pas indifférent. **Didier Nicolas**

**ROSAE**  
2 rue du labyrinthe,  
7700 Mouscron (B)  
T 32 56 85 28 11  
www.rosae-resto.be  
Menus midi 38€ (2 plats) et 55€  
(3 plats), 69€, 82€, 91€  
ouvert mardi, mercredi 12h-  
13h30  
jeudi et vendredi 12h-13h30  
et 19h-20h30  
fermé lundi, samedi  
et dimanche





# IRD

**POUR  
LE SUCCÈS DE  
L'ENTREPRENEUR.**

**POUR  
LA RÉUSSITE  
DU TERRITOIRE.**

Dans un monde qui a besoin d'audace et d'initiatives innovantes face aux défis économiques, sociétaux et environnementaux, l'IRD invente depuis 1956 les solutions en réponse aux entrepreneurs pour développer leur business.

En complément du monde bancaire, institutionnel ou politique, l'IRD milite pour un entrepreneuriat facilité et engagé, pour que puissent émerger et aboutir les projets porteurs de sens et d'avenir.

L'IRD s'appuie sur l'expertise de plus de 50 collaborateurs aux compétences et aux valeurs reconnues, pour accompagner les transformations économiques, sociétales et environnementales de nos entreprises et de nos territoires.

## NOS MÉTIERS



IRD  
INVEST

Capital investissement



IRD  
IMO  
IMO

Immobilier d'entreprises



IRD M&A

Fusions-acquisitions



IRD SOLUTIONS

Conseil stratégique  
et démarche RSE

# SENSIBILISER AUX RISQUES CYBER



## POUR SÉCURISER VOTRE ACTIVITÉ

Anticipez et évaluez les risques cyber de votre entreprise, grâce à un diagnostic technique et humain réalisé par des experts\* qui vous apporteront des solutions concrètes dans le domaine de la cyber sécurité.

**AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT  
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ**



**NORD DE FRANCE  
ENTREPRISES**

\*Service soumis à tarification, réservé aux personnes agissant dans le cadre de leur activité professionnelle et proposé par la société WES4FE (SAS au capital de 1 €, immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 918018599, siège social : 15 boulevard des Chênes - 78280 Guyancourt).  
Renseignez-vous auprès de votre Caisse régionale de Crédit Agricole pour connaître les conditions et tarifs en vigueur.  
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr). Crédit photo : Getty Images. 05/2024 - ND : 2420C02